

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS VIANDE

Année 2020

Perspectives 2021

N° 516 - Janvier 2021

# Économie de l'élevage



**2020 : Le marché s'est renationalisé**

**2021 : Disponibilités françaises en retrait, sauf accélération de la décapitalisation**

- GROS BOVINS - Grand écart entre femelles et mâles
- BROUTARDS - Des flux stables vers l'Italie mais en retrait vers l'Espagne et le Maghreb
- VEAUX DE BOUCHERIE - En difficulté pour la deuxième année consécutive
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Déprimés par les sécheresses consécutives et des mâles dévalorisés

## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR CHEF : Philippe CHOTTEAU

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

BERRUYER Mylène, BLANQUET Ilona, BUCZINSKI Baptiste, CHOTTEAU Philippe, DOUGUET Michel, FUCHEY Hélène, GERARDIN Alix, GROSHENS Eva, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MATHIEU Guillaume, MISCHLER Pierre, TRESCH Philippe ainsi que BISSON Pascal (CA 79), MARTIN Joël (CA 08).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. «La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

ALLART Lucie (CA 03), BARJOU Marie-Line (CA 87), BALME Jean-Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BENOITEAU Gaël (CA 44), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BONNET Henri (CA 11), BONNET Laurena (CA 60), BOUCHER Lucille (CA 63), BOUCHARD Yann (CA 15), BOYER Florian (CA 54), BRACHET Elodie (CA 35), BRETON Delphine (CA 72), BRISSON Stéphane (CA 42), CANDAU Dominique (CA 88), CELERIER Aloïse (CA 86), CERCIAT Thomas (CA 33), CHANCERELLE Hélène (CA 29), CHARLIER Aude (CA 02), CROUZY Pauline (CA 85), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50), DUPIRE Sarah (CA 38), DURANT Solène (CA 86), ESCURIER Aurore (CA 47), FERRY

Camille (CA 52), GAIGE Aurélien (CA 19), GEHIN Perrine (CA 14), GILLIER Christophe (CA 01), GOUGET Maude (CA 52), GROSOIS Christophe (CA 49), GUERRE Emilie (CA 55), HALTER Philippe (CA 43), GUION Sébastien (CA 05), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LASSALAS Clément (FCEL66), LECREUX Pascal (CA 36), LE GAC Margot (CA 56), LONIS Wendy (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOURICHOU Laurie (CA 16), de NICOLAYE Laurène (CA 18), OFFREDO Thierry (CA 22), PELISSIER Emeric (CA 48), PEYRAT Elodie (CA 24), PLATEL Daniel (CA 80), VAILLANT DE GUELLIS Matthieu (CA ALSACE), VAN DER MEULEN Simon (CA 24), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

SERVANS Camille et COUPIN Manon (CRA PDL), PAROIS Aurélie et BRIAND Philippe (CRAB), PEYRAT Elodie (CA 24), LABARTHE Jean-Christophe (CA 46), MATHIEU Guillaume (Institut de l'Élevage).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale des Éleveurs

# 2020 : Le marché s'est renationalisé

## 2021 : Disponibilités françaises en retrait, sauf accélération de la décapitalisation

2020 restera dans les mémoires. Confinements, fermetures de restaurants, couvre-feux, ... des contraintes qui n'avaient été connues qu'en temps de guerre. L'impact sur le marché intérieur de la viande bovine a été profitable à l'offre nationale, avec l'envolée de la demande de haché et de produits d'origine France dès le printemps. Les prix des femelles en ont bénéficié à partir de juin, s'établissant à +2 à 3% en moyenne annuelle pour les vaches et les génisses de type viande.

En revanche, certains des principaux marchés à l'export de viande de mâles ont été très affectés par la pandémie. La Grèce surtout, avec une forte raréfaction du tourisme, et l'Italie dans une moindre mesure. Le marché allemand est resté très demandeur, malgré la baisse du prix du porc suite aux cas de FPA sur son territoire, et les exportations françaises se sont diversifiées vers les pays tiers (Israël, Suisse, Chine...). Globalement, les exportations françaises n'ont reculé que de -4% en volume en 2020/2019, mais les prix des jeunes bovins ont perdu 11 à 12 centimes pour les types viande en moyenne annuelle (-3%) et l'écart avec 2019 s'est accentué en fin d'année. Les cours des brouards mâles ont également cédé -3 à -5% selon les catégories et les races. Les exports de bovins maigres se sont bien maintenus en têtes vers l'Italie, principal débouché, mais ont décliné surtout vers l'Espagne (-21%) et vers les pays tiers après une forte année 2019 (-12%).

Les importations ont chuté beaucoup plus fortement, de -16%, avec les restrictions affectant la restauration. Du coup, malgré un approvisionnement national renforcé en viande rouge (+1,3%), la consommation calculée par bilan a diminué de -2,3% alors que la demande française adressée à la VBF progressait de +1,4% !

Crises sanitaires, recul de certains marchés à l'export et crises climatiques (3<sup>ème</sup> voire 4<sup>ème</sup> sécheresse estivale consécutive dans beaucoup de régions françaises) ont convergé pour fragiliser les résultats des exploitations allaitantes françaises. Les résultats courants estimés pour 2020 des élevages bovins viande des Réseaux INOSYS chuteraient de -20% à -32% selon les systèmes. La dégradation est marquée depuis 2017 et se traduit également dans les trésoreries.

La filière veau de boucherie a été encore plus impactée, induisant une baisse des mises en place à partir du printemps et un recul de la production annuelle malgré l'alourdissement (-3%). Le résultat courant des exploitations chuterait de -18%.

En 2021, la décapitalisation tant allaitante que laitière devrait se poursuivre, voire s'accroître. Contrainte par des disponibilités plus réduites, la production française reculerait de -1%. La demande de brouards italienne paraît toujours ferme, et les exports pourraient rester stables. Les grandes questions concernent les dates de réouvertures de la restauration et du tourisme, en France comme dans les pays partenaires, et encore davantage la situation climatique. Les capacités des exploitations d'élevage à investir, voire à faire face à des charges opérationnelles accrues (renchérissement actuel des matières premières) paraissent très fragilisées en absence d'embellie durable sur la valorisation des mâles.

### SOMMAIRE

#### 2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

#### 6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

#### 14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans au Royaume-Uni, en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

#### 20/ LE MARCHÉ DES BROUARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

#### 24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

#### 34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

#### 40/ LES PRÉVISIONS 2021

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union Européenne

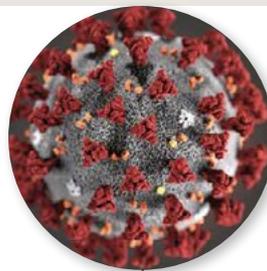
1

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

## HIVER 2019/2020



L'hiver 2019-2020 a été l'hiver le plus chaud enregistré en France.



COVID19 : L'Italie est le premier pays d'Europe touché par la pandémie. Le confinement est instauré dès le 10 mars (il sera instauré le 17 mars en France, après la fermeture des restaurants dès le 14).



Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, une part croissante du contingent « panel hormones » est désormais réservée aux États-Unis.

Suite à la fermeture de la RHD, très forte hausse des achats de bœuf haché par les ménages en France.

Veau de boucherie : abattages en net recul avec le confinement, la cotation plonge et restera au plus bas jusqu'à fin août.

Broutards vers l'Algérie : les exports stoppés durant le 1<sup>er</sup> confinement.

Le prix des veaux laitiers est au plus bas. Un veau mâle type lait de 45-50 kg cotait en janvier 25 % de moins qu'en 2019 à la même période.



Accord UE-Mexique : 2 contingents totalisant 20 000 téc ouverts progressivement en 5 ans (après le vote au PE).

## PRINTEMPS



**Green Deal** : le 20 mai 2020, présentation des stratégies « De la ferme à la table » et « Biodiversité 2030 » par la Commission Européenne.



**Allemagne** : Le ministre du travail annonce le 20 mai que « l'abattage et la transformation ne pourront être effectués que par les salariés de l'entreprise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ». Les *clusters* de Covid-19 dans les outils ont révélé les mauvaises conditions de travail et de logement de la main-d'œuvre détachée qui choque l'opinion publique.



2 juin : **réouverture des bars, cafés et restaurants** en France (seules les terrasses en Ile-de-France dans un premier temps).

**JB** : Retards de sorties, jusqu'à 1,3 semaine d'abattage de «sur-stocks» en fermes d'engraissement fin mai.

**Renationalisation du marché français de la viande bovine** : la demande de femelles croît comme les cotations des réformes, notamment allaitantes.

1

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020



Forte chute des cotations des brouards, début août, sans remontée pour les mâles à l'automne.

## ÉTÉ



**Sécheresse en France :**  
Fin août, le déficit de production cumulée des prairies permanentes atteint 21% par rapport à référence historique. Plus de la moitié des régions fourragères sont déficitaires.

Rendements des cultures en chute partout en France => moins de grains, moins de paille.



L'aide européenne au stockage privé, peu utilisée en viande bovine, est supprimée.

Le 3 septembre 2020, le 1<sup>er</sup> ministre présente le plan France relance. Sur les 100 milliards d'euros promis sur deux ans, 1,2 milliard sont destinés à la transition agricole.



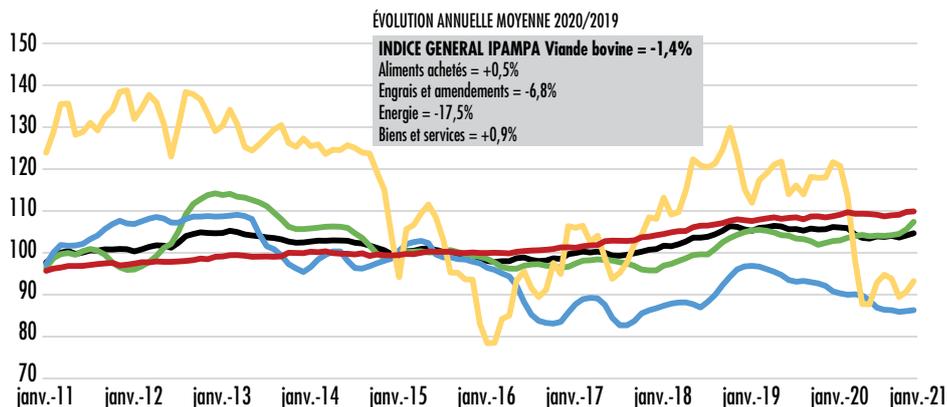
**FPA en Allemagne.** Les marchés asiatiques se ferment au porc allemand. Forte pression sur les prix du porc en Allemagne et par répercussion dans les autres États membres.

Levée totale de l'embargo japonais sur la viande bovine française. Export des viandes de bovins > 30 mois à nouveau possible.

### IPAMPA VIANDE BOVINE

- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
- Aliments achetés
- Engrais et amendements
- Energie
- Biens et services

Indice 100 = 2015



Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE - Base 100 = 2015



Deal post-Brexit ! Après des mois de tergiversations, le Royaume-Uni et l'UE sont parvenus à un accord commercial sans droits de douane ni contingent le 24 décembre.

## AUTOMNE



Automne très doux : repousses et animaux qui peuvent rester au pré tardivement.

Recrudescence des rats taupiers dans le Massif Central qui impactera la pousse de l'herbe 2021.



Réforme de la PAC : fixée à début 2023. Début des trilogues entre la Commission, le Parlement et le Conseil de l'UE.

2<sup>ème</sup> confinement du 30 octobre jusqu'au 15 décembre : fermeture des restaurants, mais les écoles restent ouvertes.

Hausse généralisée des prix sur le marché des grains : le dynamisme de la demande internationale couplé à des incertitudes climatiques soutiennent les cours.



Asie du Sud-Est / Pacifique : un vaste accord de libre-échange (RCEP) signé entre 15 pays du Pacifique, la Chine, le Japon et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Novembre : le «sur-stock» de JB en fermes se résorbe progressivement.



Veau de boucherie pie-noir néerlandais : la cotation stagne à des prix largement inférieurs aux cotations 2019.

La fin du travail détaché dans les abattoirs allemands.

# 2

## LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

### Grand écart entre femelles et mâles

Avec des restaurants fermés pendant plusieurs mois, la consommation française s'est concentrée sur la viande nationale, réduisant les volumes importés et dopant les prix des femelles. À l'inverse, la demande export pour la viande de jeune bovin s'est contractée et les marchés d'Europe du Sud ont été très disputés, faisant pression sur les prix.

La production française de gros bovins a augmenté de +1% /2019 à 1,266 millions de têtes, sous l'effet d'une hausse des poids de toutes les catégories et de l'accélération de la décapitalisation laitière.

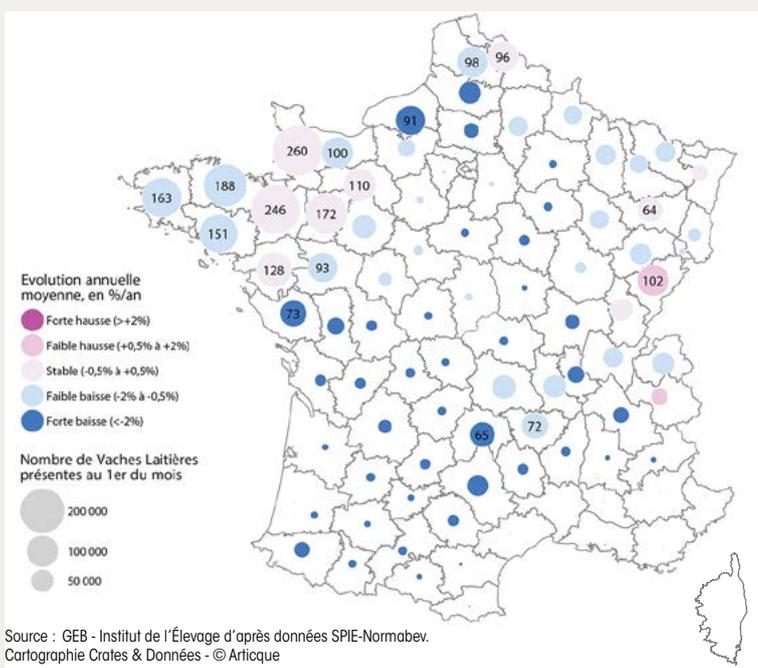
La consommation française a chuté de -2,3% mais la consommation de viande VBF a progressé de +1,4% en 2020/19.



### CHEPTEL 2020

#### VACHES LAITIÈRES

Le cheptel français de vaches laitières a perdu 70 000 têtes entre le 1<sup>er</sup> décembre 2019 et le 1<sup>er</sup> décembre 2020, soit -2,0%.



### 3,58 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1<sup>er</sup> décembre 2020.

#### Accélération de la décapitalisation

L'érosion du cheptel laitier s'est accélérée en 2020, dans un contexte de marché chahuté et de moindres agrandissements des élevages en activité. Le recul du cheptel de vaches laitières d'un an sur l'autre est passé de -1,6% au 1<sup>er</sup> janvier à -2,0% au 1<sup>er</sup> décembre. En un an, le cheptel de vaches laitières a perdu 70 000 têtes.

#### Recul marqué dans les zones à faible densité, mais aussi en Bretagne

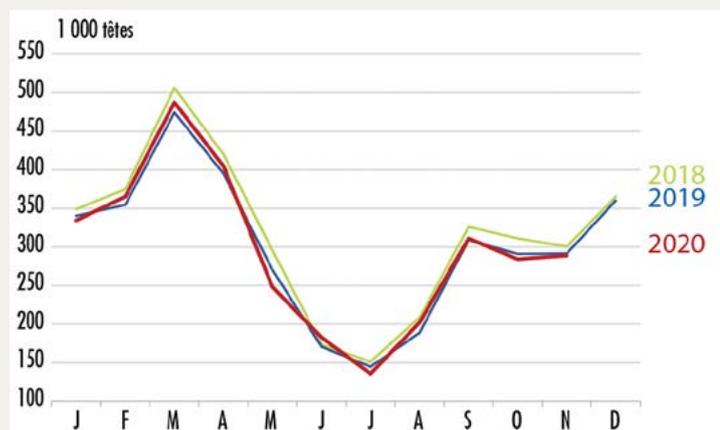
Le recul de cheptel est resté très marqué dans les zones où la déprise laitière est structurelle, notamment dans les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine. Des bassins laitiers denses ont également subi une érosion, avec des amplitudes variées suivant les régions : le recul du cheptel laitier a été prononcé en Bretagne mais il est demeuré limité en Bourgogne-Franche-Comté.



## CHEPTEL 2020

### NAISSANCES DE VEUX DE MÈRES ALLAITANTES

En 2020, les naissances de bovins de mères allaitantes ont légèrement augmenté de +0,4% /2019 sur les 11 premiers mois de l'année. Sur la même période en 2019, elles avaient chuté de -5,5% /2018.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après SPIE-BDNI

## 6,96 millions

C'est le nombre de naissances de bovins (allaitants et laitiers) en France en 2020 selon notre estimation.

### Naissances allaitantes : maintien des naissances malgré la décapitalisation du cheptel

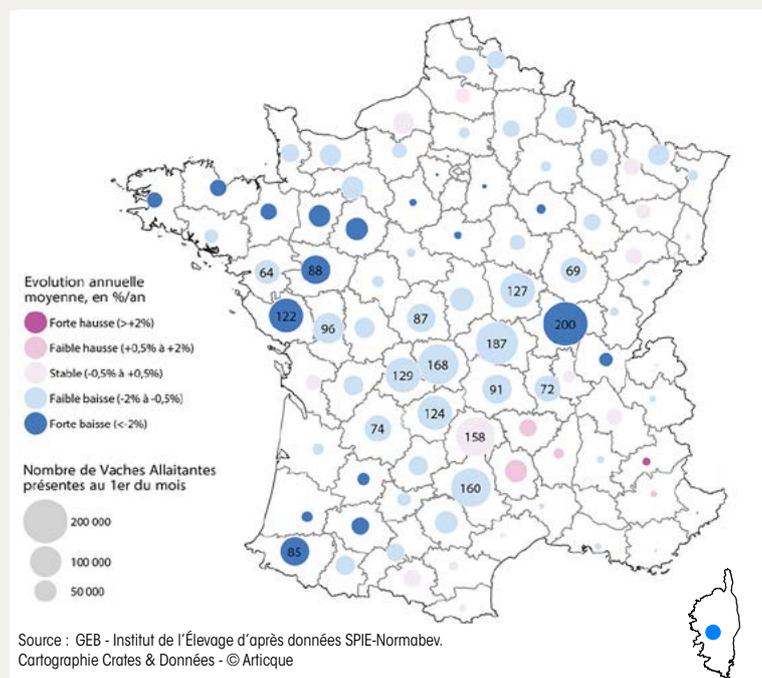
Malgré la décapitalisation du cheptel de vaches allaitantes, les naissances seraient stables sur l'année à 3,58 millions de têtes (= /2019) grâce à une meilleure productivité numérique. La baisse des naissances de veaux croisés (-1% /2019) et de veaux de race Salers (-7% /2019) a été compensée par l'augmentation des naissances de Limousins (+1%) et d'Aubracs (+5,5%). Les naissances de Charolais et de Blancs ont été stables sur l'année. Les naissances allaitantes restent néanmoins en recul de -5% /2018.

### Naissances laitières : pic automnal des vêlages moins marqué

Après avoir fortement reculé en 2019 (-3% /2018), les naissances de veaux de mère laitière se sont redressées au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Elles ont de nouveau décroché au 2<sup>nd</sup> semestre 2020 (-3% /2019 entre juillet et décembre), en lien avec la baisse du cheptel de vaches laitières. Au total sur l'année, d'après nos estimations, les naissances ont baissé de -1% /2019 à 3,38 millions de têtes. Ce recul cache des disparités entre les types raciaux. Les naissances de veaux de race laitière pure et croisés lait auraient chuté à 2,65 millions (-2,5% /2019), alors que les naissances de veaux croisés viande auraient progressé de +6% à 730 000 têtes.

### VACHES ALLAITANTES

Le cheptel français de vaches allaitantes a perdu 48 000 têtes entre le 1<sup>er</sup> décembre 2019 et le 1<sup>er</sup> décembre 2020, soit -1,4%.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev. Cartographie Crates & Données - © Artique

## 3,75 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1<sup>er</sup> décembre 2020.

### Décapitalisation un peu moins forte qu'en 2019

En un an, le cheptel de vaches allaitantes a perdu 48 000 têtes, contre 90 000 têtes l'année précédente. À -2,3% au 1<sup>er</sup> janvier 2020 par rapport à 2019, la baisse de cheptel s'est progressivement réduite pour atteindre -1,4% au 1<sup>er</sup> décembre. Non seulement les entrées de primipares dans le cheptel ont progressé par rapport au très faible niveau de 2019, mais les réformes ont été en très légère baisse.

### Le bassin rustique relativement épargné par la baisse

Comme les années précédentes, le bassin rustique (sud du Massif Central) reste épargné par la décapitalisation. Ailleurs, la baisse de cheptel a été relativement homogène. Elle a toutefois été plus prononcée dans les Pays-de-la-Loire, en Saône et Loire et dans les Pyrénées Atlantiques, comme en 2019.



## 2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

### PRODUCTION 2020

#### ABATTAGES MENSUELS DE VACHES TYPE VIANDE

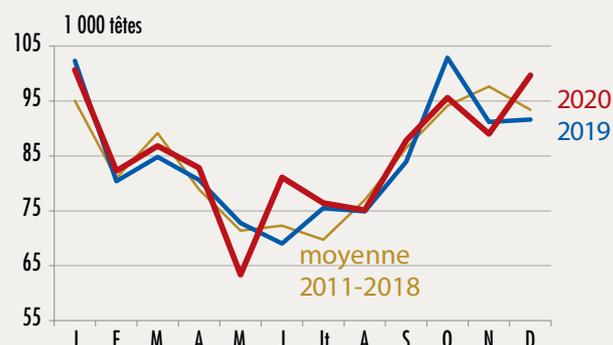


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes allaitantes ont été un peu moins nombreuses en 2020 (-0,4% /2019). Mais elles ont été en moyenne plus lourdes (+1,5%), ce qui a conduit à une hausse des tonnages abattus (+1,1%).

Le marché a été un temps perturbé au printemps, retardant certaines sorties de vaches, mais très vite la hausse de la demande pour la viande française a permis un écoulement fluide du marché. De nombreuses vaches ont été maintenues au pré en octobre et novembre grâce à la très belle arrière-saison pour être abattues plus tardivement que d'habitude, en décembre.

#### ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



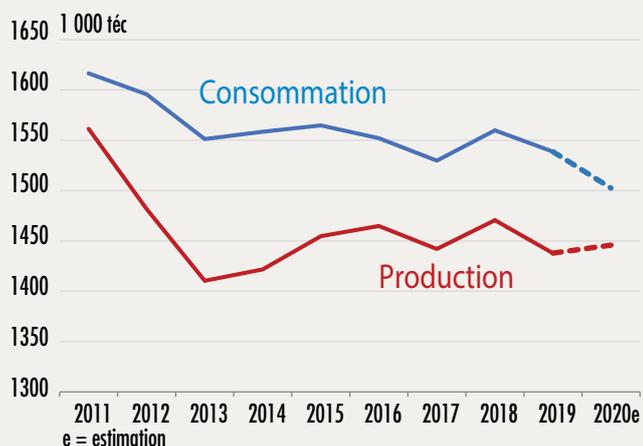
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les réformes laitières ont augmenté de +1,1% en 2020, et leurs poids moyen de +0,8%, portant la hausse des tonnages produits à +1,9%.

Le confinement, en France et dans les pays destinataires, a perturbé les marchés des produits laitiers et incité les laiteries à freiner leur collecte printanière. Le succès du plan de réduction volontaire de la collecte soutenu par le CNIEL a stimulé les réformes laitières au printemps. Les nombreuses réformes, alors que le cheptel était déjà en retrait en début d'année et que les primipares ont été peu nombreuses, ont engendré une accélération de la décapitalisation.

### CONSOMMATION 2020

#### PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

**Rappel définition** : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins et ne prend pas en compte les variations de stocks.

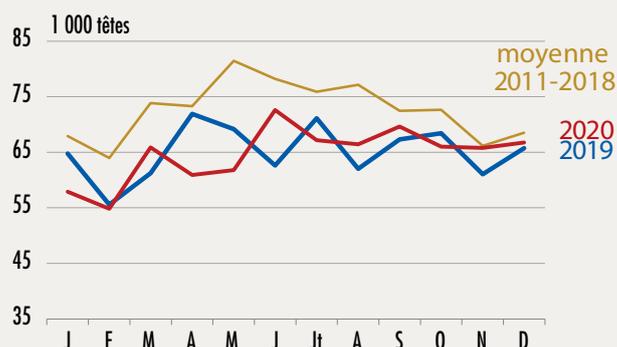
**Perturbée par la pandémie, la consommation française de viande bovine calculée par bilan aurait reculé de -2,3% en 2020, mais celle de la viande française a augmenté de +1,4%.**

Face au coronavirus, le disponible consommable en France a baissé pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive à un niveau inférieur au creux de 2017 (-1,8%). L'année 2020 a été fortement perturbée par la pandémie de Covid-19 entraînant restrictions, couvre-feux et confinements en France et à travers l'Europe. La fermeture de la restauration hors domicile (RHD) a pénalisé la consommation globale de viande bovine. Les Français ont certes consommé plus de viande à leur domicile, mais sans pour autant compenser entièrement la perte des volumes écoulés en RHD.

Au final, la baisse du disponible consommable provient avant tout de la forte baisse des volumes importés (-53 ktéc) alors que les volumes exportés reculaient plus faiblement (-9 ktéc) et que les volumes abattus progressaient modestement (+8 ktéc).



### ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

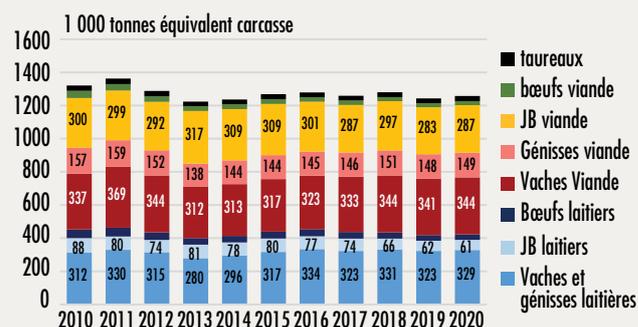


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

**Les abattages de taurillons ont baissé légèrement en têtes, de -0,7% /2019, mais la forte hausse des poids de carcasse a conduit à une hausse de +1% en tonnage.**

Le marché s'est engorgé dès le printemps, en raison des difficultés rencontrées sur les marchés italien et grec. Les sorties ont été retardées, provoquant une baisse d'abattage au 1<sup>er</sup> semestre (-3% /2019), puis rattrapées au second semestre (+1,5%). Les retards d'enlèvement ont engendré une hausse de poids (+7 kg pour les JB de type viande et +5 kg pour les JB de type lait en moyenne).

### ABATTAGES ANNUELS GROS BOVINS FINIS

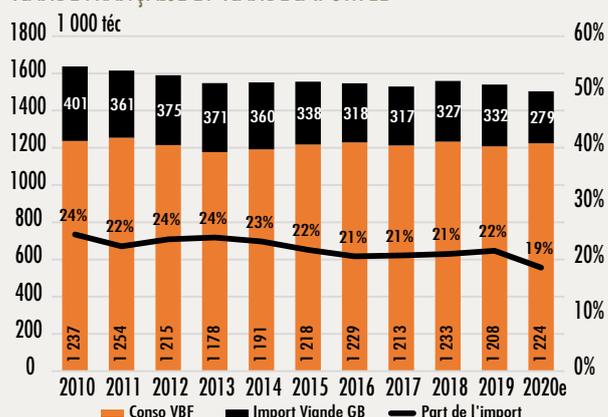


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après

**Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,258 million de téc en 2020 (+1,1% /2019), soit une hausse de 14 000 téc.**

Les tonnages de vaches allaitantes ont progressé de près de 4 000 téc, ceux de génisses allaitantes de 1 000 téc et ceux de femelles laitières de 6 000 téc. Les abattages de JB de type viande ont augmenté de 4 500 téc, en raison de la hausse des poids de carcasse, alors que ceux de JB laitiers (-600 téc) et de bœufs (-1 700 téc) poursuivaient leur déclin.

### CONSOMMATION FRANÇAISE DE VIANDE DE GROS BOVINS ET DE VEAUX : VIANDE FRANÇAISE ET VIANDE IMPORTÉE



Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

**Si la pandémie de Covid-19 a pesé sur la consommation française de viande bovine en 2020, elle a également participé à sa renationalisation. La consommation de viande bovine d'origine France (VBF) aurait ainsi progressé de +1,4% en 2020.**

Les multiples mesures gouvernementales visant à limiter la diffusion du coronavirus et notamment la fermeture partielle de la RHD, utilisatrice d'une large part de viande importée, ont modifié la structure de la consommation de viande bovine. La part des importations dans la consommation calculée par bilan est tombée à 18,5% en 2020 contre 21,5% en moyenne sur les six années précédentes.

Le report de la consommation depuis la RHD vers la vente au détail (GMS et boucherie artisanale), commercialisant essentiellement de la VBF, a entraîné une renationalisation de la consommation. À noter que les consommateurs français se sont notamment orientés vers les achats de viande hachée. D'après Nielsen, les ventes au détail de viande bovine hachée fraîche ont augmenté de près de +14% sur l'ensemble de l'année 2020 quand celles des viandes surgelées, sur lesquelles les consommateurs se sont rués à chaque début confinement pour constituer des stocks, ont bondi de plus de 21% !

## 2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

### 3,54 €/kg de carcasse

C'est le PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins en 2020, en retrait de -0,4% par rapport à 2019

#### PRIX 2020

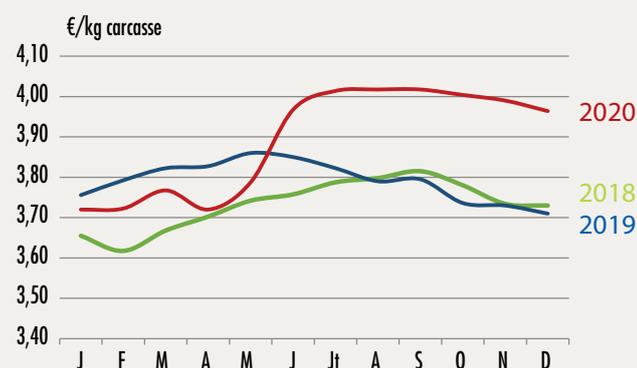
Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de Covid-19 à partir de début mars en Italie et de la mi-mars dans les autres États membres ont pesé sur les prix des bovins. Mais ceux des femelles se sont vite redressés en réponse à la hausse de la demande pour la viande bovine française (VBF) en France.

La fermeture des restaurants a posé le problème de la valorisation des aloyaux de jeunes bovins, mais également de celle des vaches de réformes laitières dans les pays où elles sont orientées exclusivement vers l'industrie du *fastfood*.

En France, ce fut le grand écart à partir de la mi-mai entre les prix des femelles, qui remontaient grâce à une demande accrue pour la VBF, et ceux des mâles, toujours sous la pression d'un marché européen extrêmement disputé.

#### COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES R

À 3,89 €/kg de carcasse en moyenne sur 2020, la cotation de la vache R a regagné 10 centimes par rapport à son niveau de 2019 (soit +3%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

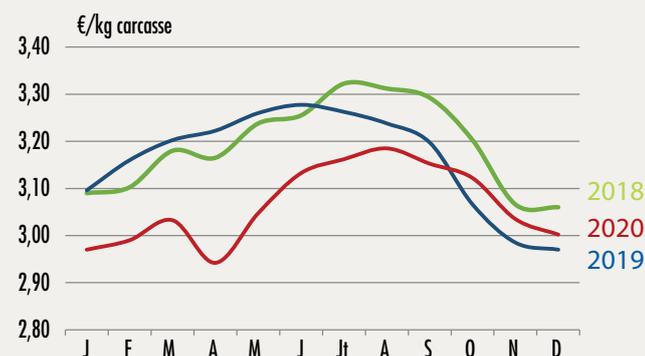
Le report de la consommation de la RHD vers les circuits de détail a renforcé la demande pour la viande française, permettant une fulgurante remontée des cours des femelles à partir de la mi-mai.

Après 2 mois de flottement, gouvernés par l'incertitude face au nouveau contexte, la cotation de la vache R a gagné 28 centimes en 6 semaines pour remonter à 4,02 €/kg de carcasse fin juin. Elle est ensuite restée élevée durant tout le 2<sup>nd</sup> semestre.

La vache U a suivi le même mouvement. Elle a coté 4,46 €/kg en moyenne sur l'année (+2% /2019), dont 4,39 au 1<sup>er</sup> semestre et 4,54 € au 2<sup>nd</sup>.

#### COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O a chuté de 10 centimes en 2020, tombant à 3,06 €/kg de carcasse (-3% /2019).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les abondantes réformes laitières, la fermeture de la restauration et les très bas niveaux de prix dans les autres États membres ont fait pression sur les cours des vaches laitières.

La cotation de la vache O avait commencé l'année à un bas niveau dans le sillage d'un marché européen déprimé. Elle s'est effondrée en avril, à 2,94 €/kg de carcasse, limitant toutefois la baisse par rapport à ses voisines européennes. La remontée qui a suivi n'a pas été suffisante pour rattraper le niveau de 2019 avant octobre.

La cotation annuelle de la vache P, à 2,78 €/kg, a gagné 1 centime par rapport à son bas niveau de 2019. La très forte demande pour le haché lui a permis de dépasser son niveau de 2019 à partir de l'été.

## PRIX 2020

### PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020/ 2019	2020/ 2010
JB	U	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	3,86	-3%	+14%
	R	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	-3%	+18%
	O	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,24	-2%	+18%
VACHES	U	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	4,46	+2%	+21%
	R	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	+3%	+22%
	O	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	-3%	+16%
	P	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	2,78	=	+17%
BŒUFS	R	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	+1%	+17%
GENISSES	R	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	4,02	+2%	+23%
PMP*		3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	3,54	=	+20%
Inflation**		86,5	88,1	89,5	92,3	92,4	94,0	96,2	98,3	99,3	99,9	100,0	100,2	101,2	103,1	104,20	104,69	=	+11%

\*PMP : Prix moyen pondéré des gros bovins

\*\*Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

### COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

En moyenne sur l'année, la cotation du JB U a chuté de 12 centimes, à 3,98 €/kg de carcasse (-3% /2019).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

### Les cours des JB bien conformés ont pâti de l'engorgement des marchés d'Europe du Sud.

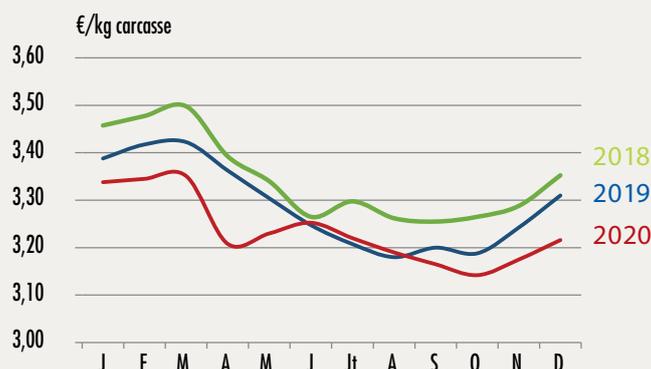
La cotation du JB U a chuté très fortement dès la fin mars et a continué à baisser pendant l'été et l'automne alors que les prix remontent traditionnellement à cette saison. Elle a touché le fond en novembre à 3,77 €/kg, 24 centimes sous son cours de 2019.

Le manque de débouchés et la concurrence accrue en Italie et en Grèce ont pesé sur les prix jusqu'en fin d'année.

Le JB R a coté 3,69 €/kg en moyenne annuelle (-3% /2019). Son évolution sur l'année a été parallèle à celle du JB U.

### COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O est tombée à 3,24 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2020 (-2% /2019).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

### L'offre réduite en taurillons de type lait n'a pas suffi à compenser la limitation des débouchés en fastfood et à l'exportation.

Comme pour les taurillons de type viande, les cours se sont effondrés en avril. Après une faible remontée jusqu'en juin, les cours sont repartis à la baisse au second semestre.

Les retards d'enlèvement ont été par certains aspects plus contraignants qu'en JB viande, les JB laitiers étant abattus en grande majorité entre 19 et 23 mois, jusqu'avant l'âge critique de 24 mois à partir duquel ils sont déclassés en « taureaux ».

## 2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

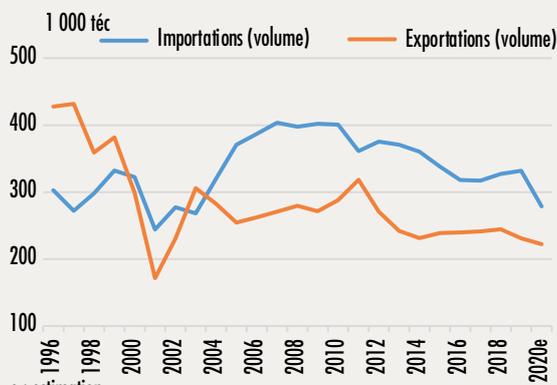
### IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2020

**-16%**

C'est la baisse estimée des importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées en 2020.

La pandémie de Covid-19 en 2020 a bouleversé le commerce extérieur français de viande bovine. Limitées par la fermeture partielle de la RHD, les importations françaises (-16% /2019) se sont effondrées. Le recul des exportations françaises (-4% /2019) a été plus limité. Dans un marché communautaire contraint, la concurrence accrue de viandes européennes bon marché a pesé sur les exports de viande de jeunes bovins.

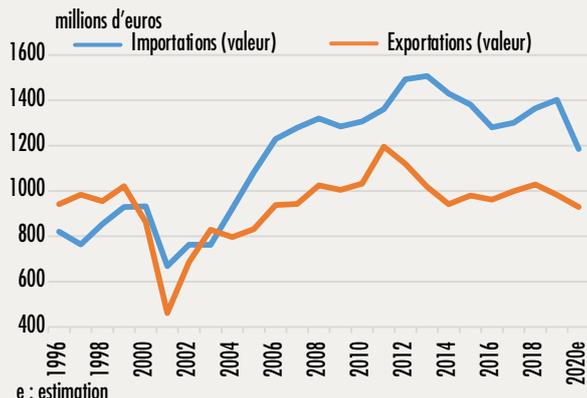
#### ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

#### ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)

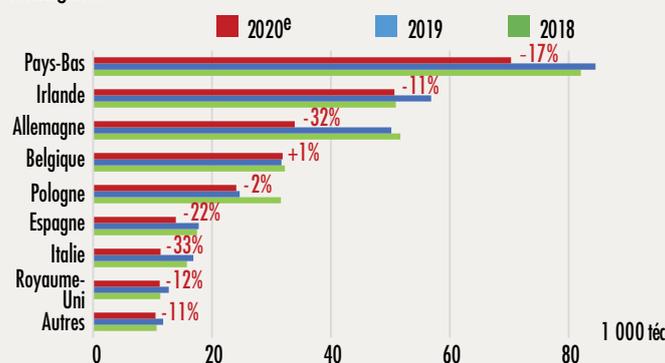


e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

#### IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines réfrigérées et congelées sont estimées en forte baisse en 2020. Le report partiel de la consommation depuis la restauration vers les achats au détail a diminué les besoins d'imports. La grande majorité des fournisseurs du marché français ont enregistré des baisses marquées de leurs exportations vers l'Hexagone.



Viandes bovines fraîches et congelées, veau inclus.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

#### En pleine pandémie, la renationalisation du marché français a limité les imports

Les importations françaises de viande bovine auraient chuté d'environ 16% en 2020, à moins de 279 000 tés dont 258 000 tés de viande bovine réfrigérée et congelée. L'apparition de cas de Covid-19 en Italie dès le début de 2020 puis rapidement partout en Europe a créé une situation inédite. Le marché communautaire et la demande ont été déséquilibrés par la fermeture partielle de la RHD sur le continent. Les flux de viande bovine à travers l'Europe ont donc été logiquement en retrait sur l'ensemble de l'année 2020.

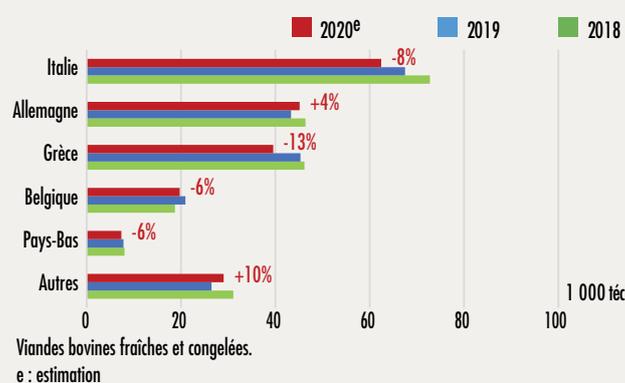
#### La grande majorité des fournisseurs diminuent fortement leurs envois vers la France

La quasi-totalité des fournisseurs de viande bovine de la France a été affectée par les restrictions d'activité de la RHD et la renationalisation de la demande française. Ils ont subi des baisses de flux à deux chiffres, à l'exception de la Belgique (+1% /2019) et de la Pologne (-2%), qui avait cependant connu une année 2019 compliquée, entachée par des scandales sanitaires. La baisse des importations a été particulièrement marquée en provenance d'Allemagne (-32% /2019 à 33 900 tés), d'Italie (-33% à 11 400 tés), ou encore du Royaume-Uni (-12% à 11 200 tés). L'Irlande a également vu ses envois vers la France chuter à 50 700 tés (-11%). La fermeture de la RHD et des *fast-foods*, utilisateurs de viande de réformes irlandaises, ont pesé notamment sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020. Même constat pour les Pays-Bas (-17%), 1<sup>er</sup> fournisseur de viande de veau essentiellement consommée en collectivité, et dont les exportations ont à peine dépassé les 70 000 tés (-17%). Les exportations d'Espagne ont subi la même tendance (-22% à 13 900 tés).



## EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Avec un marché européen atone au printemps, au cœur de la première vague de la pandémie, les exportations de viande bovine ont relativement résisté. Avec la renationalisation de certains marchés et malgré une concurrence à bas prix, les envois en 2020 ont connu un recul modéré.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

### Dans un contexte inédit, les exportations en baisse

En cette année où le commerce a été perturbé par la pandémie, les exportations françaises de viande bovine ont reculé de seulement -4% /2019, à 222 000 téc dont 203 000 téc de viande bovine hors préparations.

Parmi les trois destinations historiques (Italie, Allemagne, Grèce), seuls les envois vers l'Allemagne ont progressé, à 45 100 téc de viande réfrigérée et congelée (+4% /2019). L'Allemagne est ainsi redevenue la 2<sup>ème</sup> destination pour la viande bovine produite en France, devant la Grèce. Les exportations à destination de ce pays ont baissé de façon marquée (-13%) à 43 000 téc. L'Italie reste de loin le 1<sup>er</sup> importateur de viande bovine française, mais avec seulement 62 400 téc en 2020, (-8% /2019).

Face aux difficultés rencontrées sur les marchés historiques, les opérateurs français ont légèrement diversifié leurs destinations vers les autres pays avec 29 000 téc envoyées (+10% /2019). C'est par exemple le cas vers Israël (+11% /2019 à 3 600 téc), la Suisse (+20% à 2 600 téc), la Chine et Hong-Kong (+42% à 2 100 téc).

### Concurrence accrue sur le marché communautaire

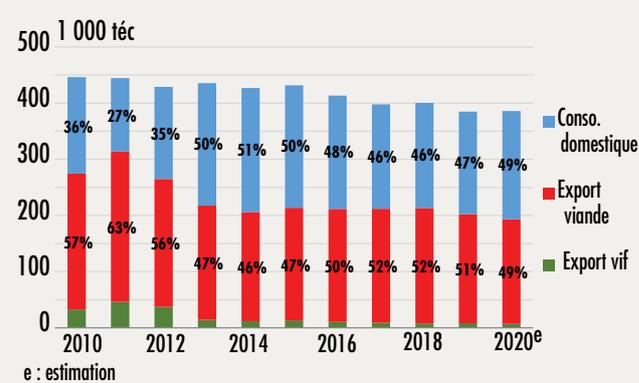
En 2020, la pandémie de Covid-19 a exacerbé la concurrence, observée maintenant depuis plusieurs années, entre les principaux exportateurs. La part de l'Italie continue de s'éroder, année après année : 31% contre 32% en 2019 et 33% en 2018. La part de la Grèce dans les exportations françaises a aussi reculé à 19% des envois (contre 21% en 2019).

### En Allemagne, l'origine France retrouve des couleurs

Après la baisse de 2019, les exportations françaises ont progressé en 2020 vers l'outre-Rhin. Alors que la consommation est restée stable et s'est renationalisée, la part de marché des viandes françaises est ainsi passée de 9% des importations totales en 2019 à 11% en 2020.

## DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS

Depuis le début de la décennie, la proportion d'export en vif fini est devenue anecdotique, mais surtout celle en viande a nettement diminué, passant de 63% en 2011 à 51% en 2019. En 2020, année de pandémie et de renationalisation du marché français, cette part serait passée sous les 50%.



Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage propres

### L'export reste tout juste majoritaire en 2020

Si la viande de mâles non castrés produite en France reste majoritairement destinée à l'export, les parts de marché de la viande française en Europe du Sud diminuent.

Ainsi en 2020, 51% des tonnages de taureaux et des taurillons produits (viande et vif) en France ont été destinés à l'export. La part de viande de mâles non castrés consommée en France aurait donc à nouveau sensiblement progressé pour atteindre 49% de la production en 2020 contre 46% en 2017. La viande de JB de type laitier complète celle de vaches laitières à la fois pour fournir le fonds de rayon de la GMS ainsi que le secteur de la transformation en très forte progression. Les avants de JB de type viande sont de plus en plus valorisés eux aussi en haché en France plutôt qu'exportés vers le marché grec, où le tourisme a été très restreint.

### Les exportations de mâles finis toujours plus anecdotiques

Les exportations françaises de jeunes bovins prêts à abattre sont devenues anecdotiques et ont encore reculé en 2020 avec 26 600 têtes expédiées (-11% /2019). Les envois ont baissé au sein de l'UE (-12% /2019 à 23 600 têtes) comme vers les pays-tiers (-7% /2019 à 3 000 têtes).

Avec un peu plus de 19 000 têtes, l'Italie reste la destination majoritaire du JB finis français et concentre plus de 60% des exportations hexagonales. Les envois vers l'Italie reculent modestement (-2% /2019).

Les exports de JB vifs représentent désormais moins de 2% de la production nationale de taureaux et de taurillons.

# 3

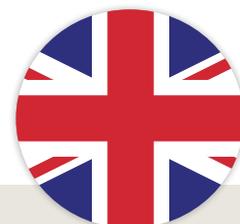
## LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Covid-19, fermeture généralisée de la RHD, réduction du tourisme et des échanges

La production abattue dans l'UE a été relativement stable en 2020, mais le marché européen de la viande bovine a été bouleversé par la pandémie de Covid-19. Les restrictions généralisées autour de la RHD ont entraîné un report plus ou moins partiel de la consommation vers les commerces de détail. Le problème de la valorisation des aloyaux a pu peser sur les cours. Les échanges ont également été affectés : certains états membres ont vu leur offre être renationalisée quand les exportateurs structurels comme la Pologne ou l'Espagne ont dû trouver de nouveaux débouchés pour leur viande, souvent bradée, comme dans les linéaires des GMS en Italie...



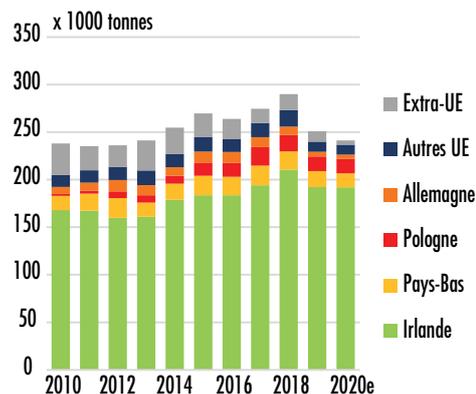
# 4 EUROPE ROYAUME-UNI : report de la consommation en pleine pandémie



### DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 1,12 million de téc et 16,5 kgéc/hab.
- Part des importations (vif fini et viande) dans la consommation : 32%

### IMPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



e : estimation

GEB - Institut de l'Élevage d'après DEFRA, AHDB et estimations

**Affecté par la pandémie et la perspective de la fin de la période de transition post- Brexit, le marché britannique a vu sa renationalisation s'accélérer. Malgré les fermetures partielles de la restauration, la consommation a progressé grâce à des ventes au détail dynamiques. Les prix payés aux éleveurs ont atteint des records. La pandémie accélère la renationalisation du marché domestique**

Le commerce extérieur britannique de viande bovine a poursuivi sa contraction. La livre sterling s'est légèrement dépréciée en moyenne sur l'année (-1,4% par rapport à l'euro). Les importations britanniques ont à nouveau nettement reflué, à 241 000 tonnes (-4% /2019). Les viandes originaires de l'UE-27 (-1%/2018) mais surtout des autres fournisseurs (-59%) sont concernées. Cependant, elles auraient été stables depuis la Pologne (12 800 tonnes) mais surtout depuis l'Irlande (157 400 tonnes), principal fournisseur. Les exportations de viande bovine depuis le Royaume-Uni ont reflué en 2020 par rapport à des flux élevés l'année précédente (-15% /2019) d'après nos estimations. Mais les opérateurs britanniques ont continué de diversifier leur clientèle. Les envois de viande bovine vers les pays tiers auraient à nouveau progressé (+16% /2019) alors qu'ils ont reculé vers l'UE-27 (-21%), sur toutes les principales destinations.

Le marché britannique a ainsi poursuivi sa renationalisation. En outre, le report de la consommation semble avoir été largement positif, de la RHD vers des ventes au détail très dynamiques. Par bilan, la consommation nationale aurait ainsi progressé en 2020 (+2% /2019).

#### Des prix à la production en nette hausse

La production de viande bovine a légèrement progressé en 2020 avec 914 000 téc produites (+1% /2020). Après un creux causé par les incertitudes liées au 1<sup>er</sup> confinement, la consommation dynamique a permis aux cotations de s'apprécier dès le mois de juin, quelles que soient les catégories. En moyenne sur 2020, et malgré la baisse de la livre, la cotation du bœuf R atteint 4,01 €/kg éc (+4% /2019) et celle de la vache R 3,16 € (+4% /2019). Malgré la conclusion d'un accord post-Brexit sans droits de douane, le marché devrait être encore affecté par la pandémie de Covid-19 durant tout le 1<sup>er</sup> semestre 2021.

[Retour sommaire](#)

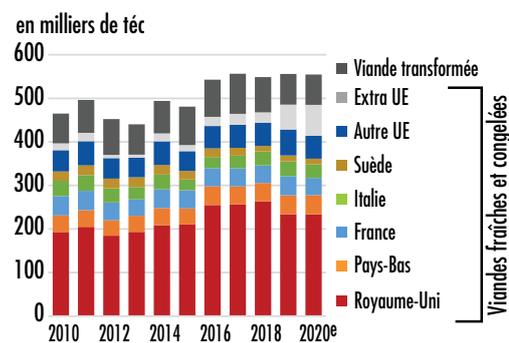
## 3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE : maintien des exportations



### DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 111 000 téc et 22 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 88%

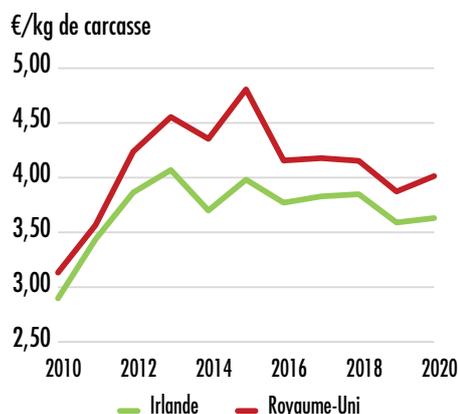
### EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

### COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après *Bord Bia* et Commission Européenne

### BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020 <sup>e</sup>	2020/2019
Abattages	588	617	623	620	634	+2%
Importations	37	41	41	36	32	-12%
Exportations	543	556	549	556	555	=
Consommation*	82	101	115	100	111	+11%

\* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia* et estimations propres

**Le marché irlandais a été impacté par la fermeture des établissements de restauration commerciale et collective en Europe, dans la mesure où près de 60% des exportations de viande bovine sont destinées à la RHD et à la transformation. Néanmoins, malgré une production en hausse en 2020, les prix se sont redressés au 2<sup>nd</sup> semestre.**

#### L'Irlande poursuit la diversification de ses débouchés

À partir de mars et jusqu'à l'été, la fermeture de la RHD en Europe a pesé sur les exportations irlandaises de viande bovine. Sur les 6 premiers mois de l'année, les exportations de viande fraîche et congelée ont ainsi reculé de -10% /2019 et celles de viande transformée, principalement destinées au Royaume-Uni, de -12 %. Les envois ont été plus dynamiques à l'automne, permettant de combler le retard accumulé. D'après nos estimations, les exportations se sont redressées à 555 000 téc à la fin de l'année (= /2019).

La diminution des flux vers les pays européens (-7,5% /2019 à 180 000 téc) a poussé les opérateurs irlandais à accélérer les envois vers les autres marchés tiers (+25% ; 71 000 téc). Les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont fortement augmenté vers les Philippines (+9% /2019), la Suisse et les États-Unis (x2), le Japon (x18) ou encore le Canada (x4). Les envois vers le Royaume-Uni se seraient maintenus à 234 000 téc.

#### Les abattages sont en hausse

Malgré la contraction des débouchés européens, les abattages de vaches ont été en hausse à 117 000 téc sur l'année 2020 (+5% /2019) et ceux de génisses ont progressé de +3% à 190 000 téc. Dans la perspective d'un possible Brexit sans accord, la production de jeunes bovins avait très nettement augmenté au 1<sup>er</sup> semestre 2019 au détriment des bœufs, exportés traditionnellement au Royaume-Uni. En 2020, la réduction des débouchés vers l'Europe continentale en lien avec la pandémie de Covid-19 a affecté la production irlandaise de taurillons, qui a baissé à 63 000 téc (-33% /2019), tandis que les abattages de bœufs ont bondi de +10% à 250 000 téc produits. Au total, avec 634 000 téc, la production irlandaise de viande bovine serait en hausse de +2% /2019.

#### Les prix se sont finalement maintenus

Après une année 2019 marquée par des prix fortement orientés à la baisse, les cotations sont remontées en 2020. Mais, mises en tension toute l'année par les restrictions sanitaires, elles n'ont pas retrouvé leur niveau de 2018. La fermeture de la RHD partout en Europe, et notamment de l'industrie du *fast-food*, a fortement pesé sur les cours des vaches de réforme à partir du mois de mars. La deuxième partie de l'année a été plus positive : la cotation de la vache O a augmenté sous l'effet d'une demande plus ferme pour la transformation, notamment en viande hachée. En moyenne sur l'année, la vache O cotait 2,84 €/kg, soit +3% /2019 mais toujours -9,5% /2018.

Grâce à la hausse de fin d'année, la cotation irlandaise du bœuf R3 s'est redressée de +1% /2019, à 3,63 €/kgéc, mais elle reste inférieure de -6% à son niveau de 2018. L'écart de prix entre l'Irlande et le Royaume-Uni s'est de nouveau creusé avec la pandémie (-38 centimes). Suite à la fermeture de la RHD, les ménages britanniques ont accru leurs achats de viande en GMS, dont les enseignes ont poursuivi le mouvement de renationalisation de leur approvisionnement à l'œuvre depuis quelques années.

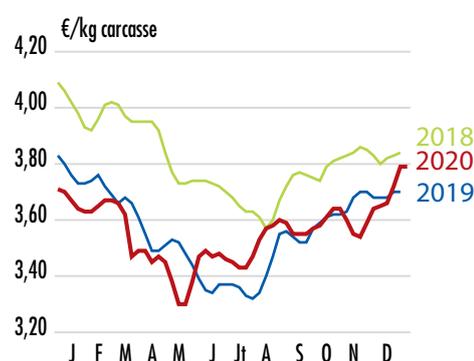
# 3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE : la consommation a tenu bon



## DONNÉES REPÈRES

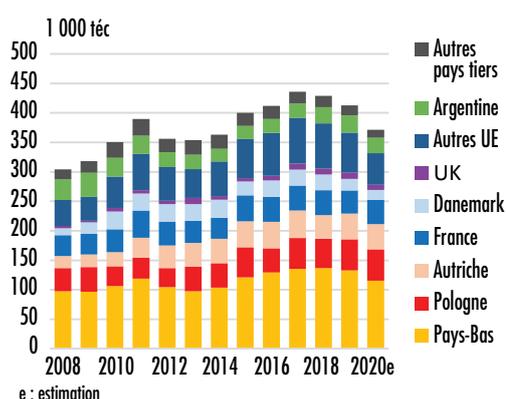
- Consommation : 1,192 million de téc et 14,3 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 34%
- Part des exportations dans la production : 25%

## COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

## IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020e	2020/2019
Abattages	1 124	1 148	1 124	1 102	1 106	1 092	-1,3%
Importations viande	425	440	466	461	444	400	-10,0%
Exportations viande	404	397	376	365	360	299	-16,9%
Consommation	1 145	1 191	1 213	1 198	1 190	1 192	+0,2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations propres

**Avec la pandémie de Covid-19, les importations de viande bovine en Allemagne ont fortement reculé pour la troisième année consécutive. La renationalisation du marché allemand s'est accélérée. Malgré la légère baisse de la production, la consommation allemande s'est bien maintenue grâce à des ventes aux détails dynamiques, aux dépens des exportations.**

### La consommation allemande stable grâce au report vers la vente au détail

Malgré la pandémie et les restrictions autour de la restauration, la consommation allemande calculée par bilan est stabilisée en 2020 pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive. Le disponible consommable s'est légèrement apprécié, de +0,2% en 2020 d'après nos estimations. Lors des divers confinements, la demande s'est notamment réorientée vers la vente au détail où la viande de bœuf a enregistré la plus grosse progression des ventes dans l'univers des viandes, malgré la baisse des prix du porc.

### Les abattages en léger recul, les abattoirs affectés par la pandémie

En 2019, la production allemande a légèrement diminué à 1,092 million de téc (-1,3% /2019). Toutes les catégories ont vu leurs effectifs abattus refluer : réformes (-3% /2019), JB (-2%), génisses (-2%). En volume, seuls les abattages de génisses ont progressé (+1% en téc). Avec les perturbations des abattages liées à la pandémie et l'allongement de l'attente en ferme, le poids moyen des JB a progressé en 2020 de +3 kg de carcasse (à 404 kgéc), celui des vaches de +7 kg (à 315 kgéc) et celui des génisses de +10 kg (à 316 kgéc).

L'activité d'abattage a été très perturbée par le Covid-19. L'apparition de nombreux clusters en abattoirs a entraîné la fermeture temporaire de plusieurs sites lors des deux vagues.

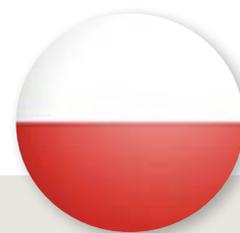
En 2021, la production allemande pourrait connaître une nouvelle baisse. L'enquête cheptel de novembre 2020 fait état d'un recul de l'ensemble des effectifs. Les effectifs de mâles de 1 à 2 ans (-6,1% à 836 500 têtes), les génisses de plus d'un an (-3,9% à 2,426 millions de têtes) ou encore les vaches laitières (-2,3% à 3,921 millions de têtes) sont tous en baisse marquée.

### Accélération de la renationalisation du marché face à la pandémie

Face à la pandémie, le commerce extérieur allemand de viande bovine a poursuivi son repli en 2020. Selon nos estimations, les importations totales auraient à peine atteint 400 000 téc (-10% /2019), soit 44 000 téc de moins en un an. Seuls les achats de viande bovine réfrigérée et congelée à la Pologne (+1% /2019 à 53 500 téc) et à la France (+4% à 41 000 téc) ont résisté. Les exportations ont également souffert. En 2020, elles auraient ainsi diminué de près de -17% /2019.

### Les prix sont restés en berne

Face à la pandémie les cours ont été à nouveau sous pression en 2020. En moyenne annuelle, toutes les catégories ont baissé, à des degrés divers. La vache O a perdu 20 centimes par rapport au faible niveau de 2019 (-7% /2019 à 2,60 €/kg éc) et la génisse R -21 centimes (-6% à 3,34 €/kg éc). Le constat est moindre pour le JB R (-1 centime à 3,56 €/kg éc) ; il s'agit cependant du plus bas prix annuel depuis 2011.

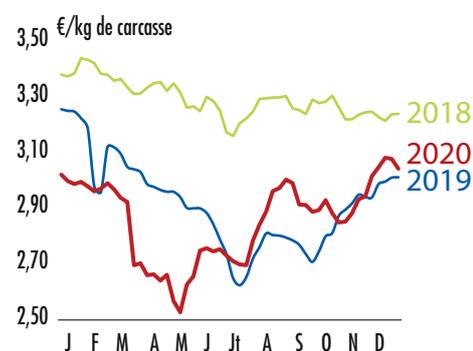


## 3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE : contrainte à brader

### DONNÉES REPÈRES

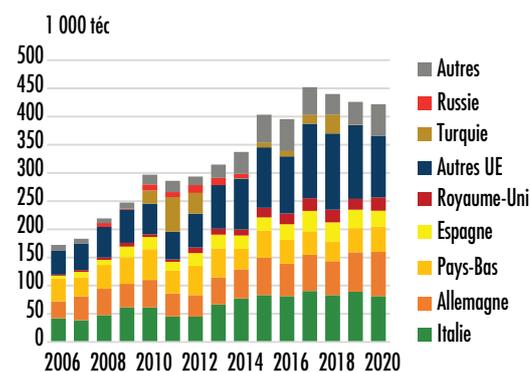
- Consommation : 126 000 téc et 3,3 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 82%

### COTATION DU JB O3 EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

### EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

### BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020e	2020/2019
Abattages	471	501	559	565	560	563	+0,5%
Importations viande	25	30	27	26	26	24	-7%
Exportations viande	431	429	484	475	465	462	-1%
Consommation*	65	103	102	116	121	125	+3%

\* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations propres

Après une année 2019 marquée par les scandales sanitaires, la filière polonaise a de nouveau souffert en 2020 avec la mise en difficulté de son principal débouché : la restauration européenne. Les prix polonais ont plongé au printemps puis se sont péniblement relevés grâce à une présence accrue dans les circuits de détail en Allemagne et en Italie.

#### Le Covid-19 a privé la viande polonaise de son principal débouché

La Pologne exporte plus de 82% de la viande bovine qu'elle produit, principalement à destination du secteur de la restauration européenne. La fermeture des restaurants mi-mars à travers l'UE pendant 2 mois a fait plonger les prix polonais qui ont touché le fond en mai. La réouverture très progressive des restaurants, mais aussi la meilleure pénétration de la viande polonaise dans les supermarchés allemands et italiens ont permis aux prix de remonter, avant que la deuxième vague de Covid-19 ne conduise à une nouvelle fermeture des restaurants.

#### Les prix au plus bas

Les prix de 2020 sont les plus bas enregistrés par les JB polonais depuis 2010. Le JB O a coté 2,86 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année (-2% /2019, déjà très basse en raison des scandales sanitaires ayant éclaboussé la filière). La génisse R, principalement destinée au marché italien, a baissé encore plus fortement, à 3,03 €/kg (-4% /2019).

#### Exportations en baisse

Malgré des abattages en légère hausse, les exportations polonaises n'auraient totalisé que 462 000 téc en 2020 (-1% /2019). Elles ont chuté vers l'Italie (-9%), qui reste le premier débouché avec 81 000 téc de viande réfrigérée et congelée, et vers l'Espagne (-13% à 28 000 téc). Elles ont en revanche progressé vers l'Allemagne (+12% à 79 000 téc) où la production était en baisse et la consommation en hausse, et vers les Pays-Bas (+5% à 45 000 téc). Elles se sont rétablies vers le Royaume-Uni après une année 2019 très basse, les Britanniques ayant été particulièrement choqués par l'abattage des vaches malades.

#### L'aide au stockage privé peu utilisée

Les opérateurs polonais n'ont souscrit à l'aide au stockage privé subventionné par la Commission européenne qu'à hauteur de 290 tonnes sur les 1 959 tonnes inscrites au dispositif à partir du 7 mai. Ces volumes restent extrêmement faibles au regard de ce qui avait été prévu (25 000 téc). La mesure concernait les quartiers arrières de bovins de plus de 8 mois, de conformation O ou plus, sans distinction de catégorie.

#### La consommation progresse mais reste faible

La consommation nationale de viande bovine, estimée par bilan, aurait très légèrement progressé en 2020 (+3% /2019) sans doute stimulée par la forte baisse des prix. Elle reste toutefois à un niveau très bas (3,3 kgéc/hab.).

# 3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

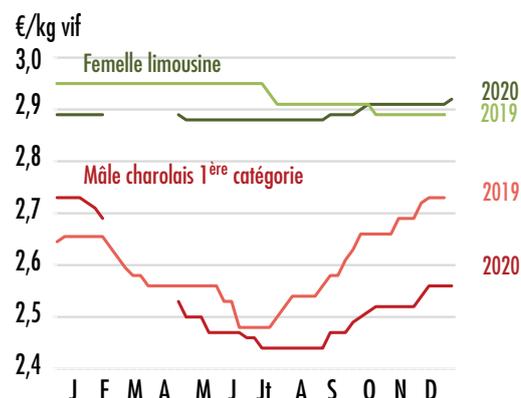
## ITALIE : un marché très disputé



### DONNÉES REPÈRES

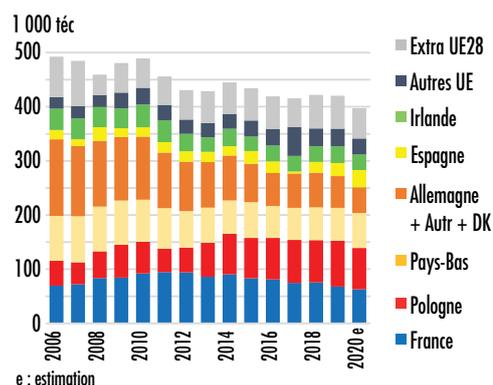
- Consommation : 990 00 téc soit 16,4 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 39%

### COTATIONS ANNUELLES DES JB FINIS EN ITALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

### IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

### BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019	2020e	2020/2019
Abattages	756	765	775	747	751	+0,5%
Importations viande	434	426	434	432	384	-11%
Exportations viande	172	171	163	152	145	-5%
Consommation	1018	1020	1046	1026	990	-4%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes et estimations propres

**Confinement de la population et fermeture de la restauration ont bouleversé le marché italien de la viande bovine en 2020. Avec une production abattue quasi stable et des importations en forte baisse, la consommation nationale a été significativement réduite. Les prix ont pâti de l'afflux de viandes espagnoles ou polonaises dans les circuits de détail, d'habitude orientées vers la RHD.**

#### Production abattue quasi stable

La production italienne de viande bovine aurait légèrement progressé d'après nos estimations (+0,5% /2019). Les abattages de jeunes bovins mâles étaient en repli, de même que ceux de veaux de boucherie et de vaches de réforme, mais ceux de génisses ont poursuivi leur progression liée au développement du rayon *Scottone* en GMS. Les marchés des JB mâles et des veaux ont été très encombrés une partie de l'année, conduisant à des hausses de poids pour ces catégories.

#### Des prix élevés pour les femelles mais en fort recul pour les mâles

Les cotations des mâles finis ont été sous pression en raison de la concurrence étrangère en supermarché et en boucherie faute de débouché en restauration, de la perte de valeur des aloyaux d'habitude commercialisés en RHD et de celle du 5<sup>ème</sup> quartier. Les commissions de cotation de la bourse de Modène ne se sont pas réunies pendant 9 semaines, avant de reprendre fin avril. En moyenne sur les semaines 17 à 52, le mâle charolais de 1<sup>ère</sup> catégorie a coté 2,49 €/kg vif (-4% /2019) et le mâle limousin 2,73 €/kg (-2%). En concurrence moins frontale avec les viandes d'import, les femelles s'en sont mieux sorties, à 2,59 €/kg pour la Charolaise et 2,89 €/kg pour la Limousine (-1% /2019).

#### La viande espagnole arrive en force, la viande polonaise est toujours là

Les importations italiennes de viande bovine ont chuté (-11% /2019 selon nos estimations), en réponse à la fermeture de la restauration au printemps et à l'automne et à l'effondrement du tourisme. Paradoxalement, la viande importée a semblé plus abondante car sa part dans les circuits de détail a progressé, la rendant plus visible alors qu'elle reste anonyme en RHD. La Pologne est restée la première origine importée avec 76 000 téc de viande réfrigérée et congelée (-10% /2019), devant les Pays-Bas (65 000 téc, pour l'essentiel du veau bradé ; +6%). La France est passée à la 3<sup>ème</sup> place (63 000 téc ; -7% /2019). La viande espagnole, d'habitude cantonnée à l'Italie du Sud a fait une entrée en force (+39% à 4 000 téc) alors que les viandes allemandes et autrichiennes ont poursuivi leur repli (-21% à 46 000 téc).

#### -4% pour la consommation nationale

La consommation nationale calculée par bilan aurait chuté de -4% à 990 000 téc d'après nos estimations. Le report de la consommation hors domicile vers les achats des ménages n'aurait donc pas été total. D'après le panel Ismea-Nielsen, les achats de viande bovine par les ménages sur 11 mois auraient progressé de +6% en volume et de +10% en valeur. La catégorie veau a progressé plus faiblement (+2% en volume et +3% en valeur) que la catégorie gros bovin (+8% en volume et +10% en valeur).

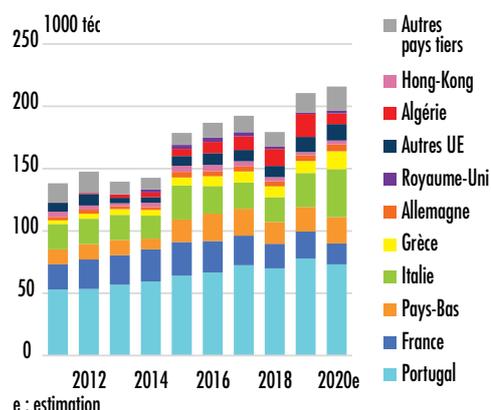
## 3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ESPAGNE : le marché domestique a particulièrement souffert



### DONNÉES REPÈRES

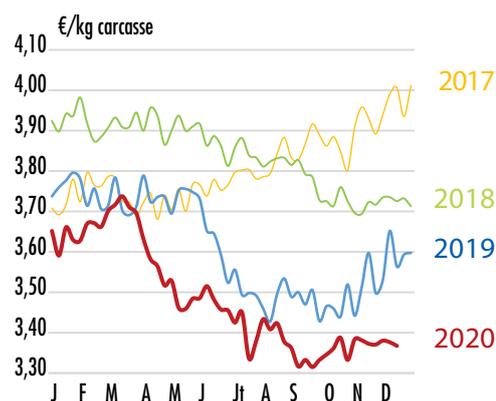
- Consommation : 590 000 téc en 2020, soit 12,5 kgéc/hab en 2020
- Part des exportations dans la production abattue : 32%
- Part des exportations dans la production totale : 22%

### EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE BOVINS FINIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### COTATION DU JBR3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020e	2020/2019
Abattages	626	637	644	669	695	680	-2%
Importations viande	138	152	150	143	158	129	-18%
Exportations viande	183	191	197	185	216	220	+2%
Consommation*	581	598	597	627	636	590	-7%

\* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. L'encombrement du marché en 2018 et 2019 a sans doute provoqué une hausse des stocks et un rebond de la consommation apparente.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

**La production espagnole a marqué le pas en 2020. Les abattages ont reculé de -2% du fait des difficultés sur le marché domestique et de la reprise de l'export en vif. La dépendance de la production espagnole à l'export, dans un contexte mondial morose, a de nouveau pesé sur les prix payés aux producteurs.**

#### Un marché intérieur affecté par la pandémie

Après six années consécutives de hausse, la consommation de viande bovine a souffert de la pandémie à la fois par la baisse de pouvoir d'achat des consommateurs espagnols mais aussi par le net recul des activités touristiques et de restauration. En 2020, nous estimons la consommation espagnole calculée par bilan à 590 000 téc (-7% /2019), le plus bas niveau depuis 2015. Les abattages ont marqué le pas en 2020 après 5 ans de croissance (680 000 téc ; -2% /2019). Comme dans de nombreux Etats membres, les importations, estimées à 129 000 téc en 2020, ont reflué de 30 000 téc (-18% /2019). En parallèle, les exportations de viande bovine ont poursuivi leur progression et celles de bovins vifs prêts à abattre sont reparties à la hausse...

#### Retour de l'export en vif

Après le reflux de 2019, l'export de bovins finis, pilier du développement de l'engraissement espagnol, est reparti à la hausse, retrouvant son niveau record de 2018. En 2020, les exportations auraient ainsi atteint 207 000 têtes (+15% /2019 et =/2018). La Lybie est redevenue le 1<sup>er</sup> client avec 64 000 têtes importées (+25% /2019) devant le Liban (43 000 têtes ; -20%), empêtré dans une crise économique et désormais sanitaire. L'Algérie demeure dans le trio de tête des importateurs tiers avec 17 000 têtes importées (-33%). Les achats turcs, qui se sont effondrés depuis la crise monétaire de 2018, restent à l'étiage avec seulement 3 000 têtes expédiées depuis l'Espagne (+10%). Des flux plus conséquents ont été amorcés vers l'Arabie Saoudite et la Jordanie avec respectivement 8 500 têtes et 5 500 têtes.

Un gros quart des exportations de bovins finis espagnols a pris la destination du marché intra-communautaire (58 000 têtes en 2020). Le Portugal (20 500 têtes ; +25% /2019) et l'Italie (20 000 têtes ; +16%) s'en partagent la majorité.

#### La viande bovine espagnole gagne des parts de marché

La pandémie de Covid-19 a pesé sur les marchés espagnol et communautaires. Les cotations sont restées sous pression. La cotation annuelle du JB R3 a ainsi perdu 12 centimes par rapport à 2019, à 3,49 €/kg de carcasse (-4% /2019 et -9% /2018). Les exportations de viande fraîche et congelée ont à nouveau progressé, mais à un rythme moins élevé qu'en 2019, avec 220 000 téc expédiées, soit +2% /2019 et +19% /2018. La pandémie de Covid-19 a rebattu les cartes. Le Portugal, 1<sup>er</sup> débouché historique, a diminué ses importations à 73 000 téc en 2019 (-6% /2019). C'est également le cas de la France avec 17 000 téc (-22%). Mais l'Espagne a enregistré des progressions vers l'Italie (38 500 téc ; +41%) et la Grèce (14 500 téc ; +50%). Vers les pays-tiers, l'Espagne a nettement diminué ses envois vers l'Algérie (8 500 téc ; -54%) et diversifié ses débouchés.

4

# LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Des flux stables vers l'Italie mais en retrait vers l'Espagne et le Maghreb



En 2020, les exportations françaises de gros bovins maigres ont baissé de -2,5% /2019. La demande italienne a été robuste à +1% /2019. L'encombrement du marché espagnol du JB, pour cause de Covid-19 (fermeture de la RHD et crise économique du pourtour méditerranéen) a entraîné une baisse des achats de broutards en faveur des jeunes veaux français, moins chers.

L'Algérie a manqué de liquidités suite à la chute du prix du pétrole et a importé 22% de moins de broutards qu'en 2019, année record.

Les prix des broutards mâles ont peu augmenté au printemps et ont décroché en août, baissant jusqu'en novembre, dans un contexte de marché du JB encombré en UE.

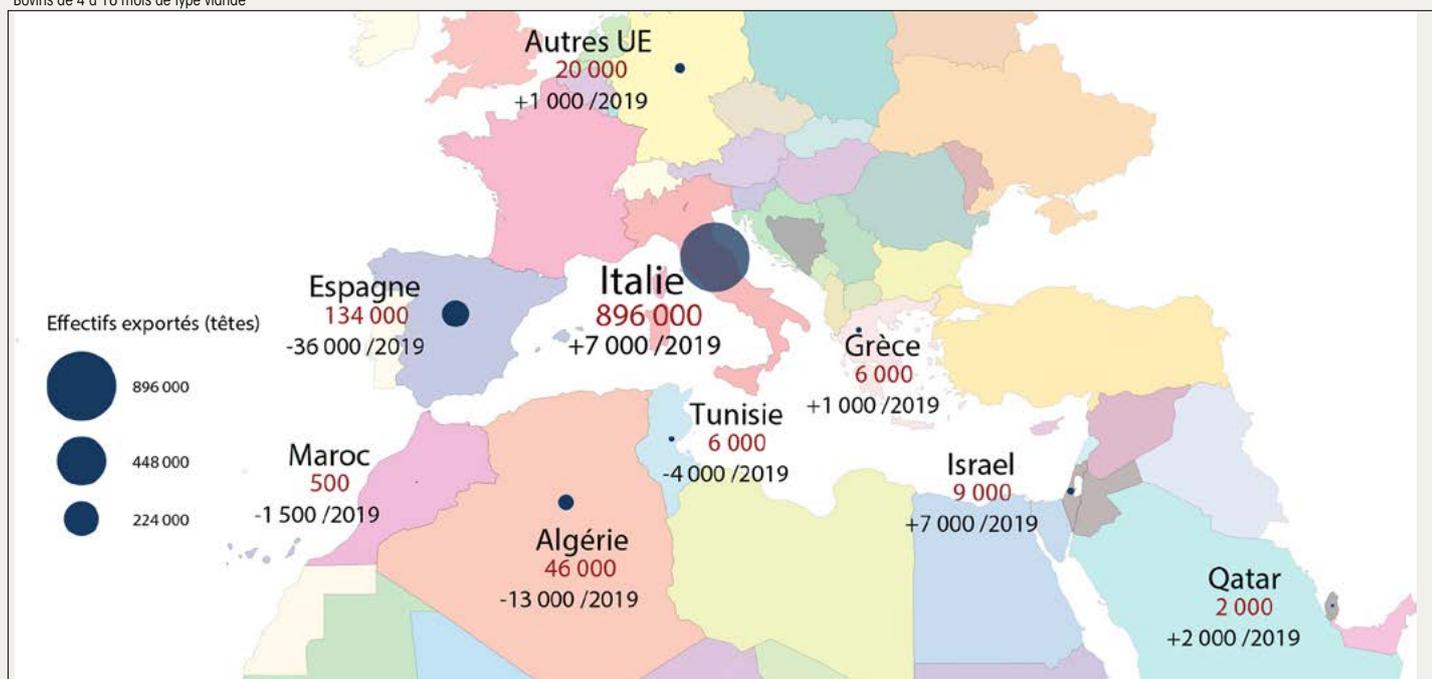
## EXPORTATIONS 2020

### PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres\* par pays d'arrivée

Nombre de têtes en 2020 et variation par rapport à 2019

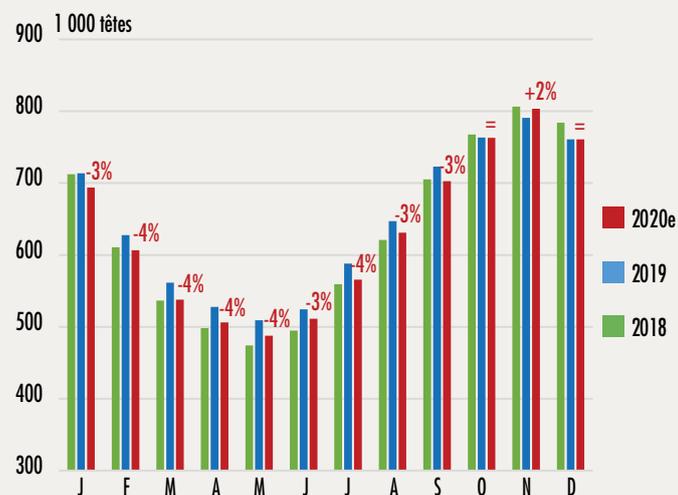
\*Bovins de 4 à 16 mois de type viande



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations propres  
Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

## EXPORTATIONS 2020

### EFFECTIFS DE MÂLES DE TYPE VIANDE DE 6-12 MOIS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN

### BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAIS DE BROUARD\*

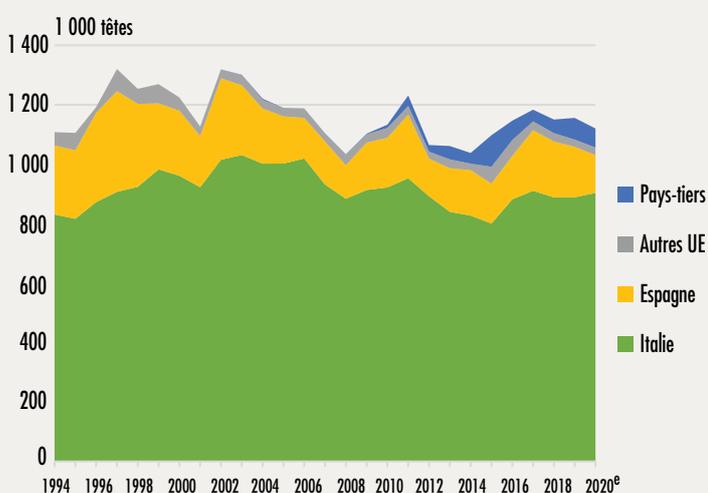
Têtes	2016	2017	2018	2019	2020e	2020/2019
Mâles	792 000	794 000	753 000	754 000	738 000	-2,0%
Femelles	364 000	390 000	387 000	397 000	384 000	-3,5%
<b>TOTAL</b>	<b>1 156 000</b>	<b>1 184 000</b>	<b>1 140 000</b>	<b>1 151 000</b>	<b>1 122 000</b>	<b>-2,5%</b>

e : estimation

\*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN

### EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARD\*



e : estimation

\*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDN données BOVEX et estimations propres

## -2,5% /2019

C'est notre estimation de l'évolution du nombre de brouards exportés en 2020.

Durant la majorité de l'année 2020, l'offre de mâles de type viande était en repli de -3 à -4% par rapport à 2019. A partir d'octobre, le nombre de mâles était stable par rapport à 2019, traduisant de meilleurs résultats de reproduction et un maintien des naissances en 2020.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les effectifs de 6-12 mois présents en ferme avaient reculé, les éleveurs ayant préféré vendre leurs brouards plus tôt à l'automne 2019, après 3 années consécutives de sécheresse et de disponibilité fourragère moindre. Au 1<sup>er</sup> décembre 2020, les effectifs de mâles de type viande de 6-12 mois étaient stables /2019 mais tout de même en recul de -3%/2017.

**Avec 1 122 000 brouards français exportés en 2020, les envois ont reculé de -2,5% /2019. Les achats accrus de veaux nourrissons par les Espagnols et la morosité du contexte économique au Maghreb ont pénalisé les exports.**

Les deux tiers des bovins de 4-16 mois expédiés en 2020 étaient des mâles (contre 65% en 2019) avec un total de 738 000 têtes en recul de -2% /2019. Les engraisseurs espagnols se sont tournés encore plus qu'en 2019 vers le veau nourrisson. La part des femelles dans les envois s'est stabilisée à 34% (= /2019) du fait du recul des disponibilités, conséquence de la décapitalisation et aussi des prix plus bas en mâles fin 2020. 384 000 femelles ont été exportées en 2020. La demande italienne reste ferme pour ces laitonnnes.

**Les envois vers l'Italie ont été robustes, mais les demandes espagnole et maghrebines ont été moindres.**

La demande italienne est restée ferme, avec 896 000 brouards français expédiés (+1% /2019) malgré la pression exercée sur les prix italiens des mâles engraisés par les viandes importées à bas prix (notamment espagnoles et polonaises).

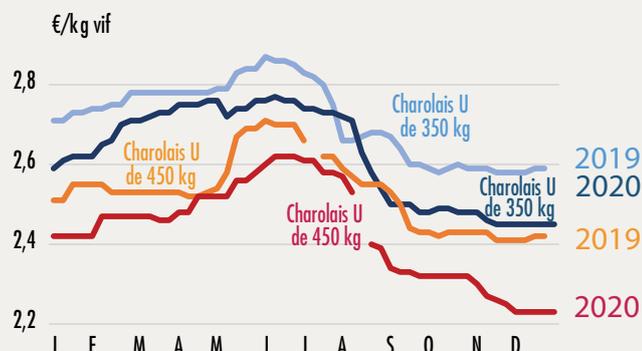
Les expéditions de brouards vers l'Espagne n'auraient totalisé que 134 000 têtes (-21% /2019).

Les achats algériens de brouards français ont reculé de -13 000 têtes (-22% /2019, année record) en raison de la chute des cours du pétrole, réduisant les devises. Les envois vers les pays tiers ont baissé de -12% à 64 000 têtes (6% des envois français).

Le marché italien a concentré 80% des envois de brouards français devant l'Espagne et le reste de l'UE (14%).

## PRIX DES MÂLES

### COTATIONS DU CHAROLAIS U

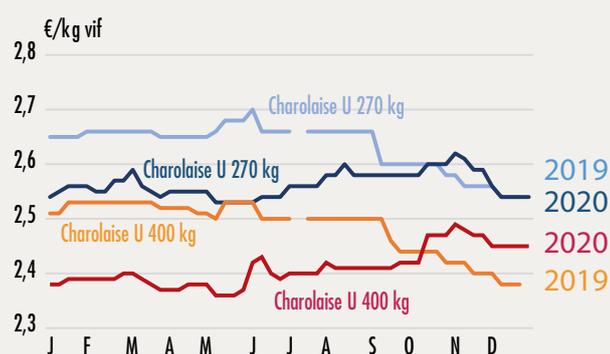


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cours des broutards ont enregistré une hausse saisonnière modérée au printemps. La pandémie n'a pas réduit les flux de vifs vers l'Italie, mais a pénalisé le JB italien et les flux de viande de JB français vers l'UE. La RHD ayant fermé un peu partout en Europe, le report de consommation vers la vente au détail a souvent été partiel et de nombreuses viandes européennes sont venues concurrencer le JB italien sur son marché. Les cours des broutards ont fortement chuté fin juillet, sans remonter en fin d'année.

## PRIX DES FEMELLES

### COTATIONS DE LA CHAROLAISE U



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

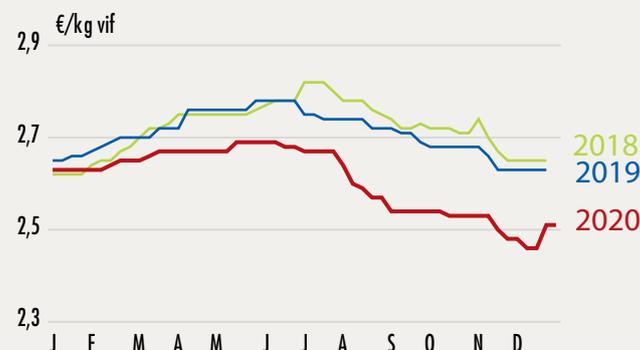
En 2020 comme en 2019, la demande italienne a été forte pour les génisses, entraînant la hausse des cotations. Début novembre 2020, le haut niveau de prix atteint par les femelles aurait incité les engraisseurs italiens à racheter un peu plus de mâles français. Les cours des femelles ont donc fléchi, mais sur une période plus courte qu'en 2019.

Le cours de la Charolaise U de 400 kg n'a perdu que -3 centimes fin 2020, contre -9 centimes sur juillet-novembre 2019.

## -10 centimes d'€/kg vif

C'est le repli de la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2020.

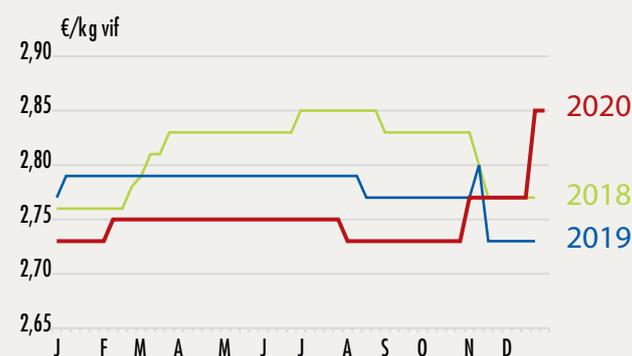
### COTATION DU LIMOUSIN E DE 290-300 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La cotation du Charolais U de 450 kg était de 2,43 €/kg vif en 2020, soit -4% /2019 et -5% /2018. Au 1er semestre, la cotation était en moyenne de 2,43 €/kg. Elle a perdu 39 centimes entre juin et décembre (contre -29 cts en 2019), pour s'établir à 2,41 €/kg au 2<sup>nd</sup> semestre, soit -13% /2019. Le cours du Charolais U de 350 kg, à 2,62 €/kg en moyenne annuelle, s'est moins déprécié, à -3% /2019 et -5% /2018. Le Limousin U de 350 kg a subi une baisse du même ordre : il a coté en moyenne à 2,61 €/kg (-4% /2019 et -4% /2018). La cotation du Blond U de 250 kg, à 3,62 €/kg, a peu varié de -1% /2019 et +1% /2018).

### COTATION DE LA LIMOUSINE E DE 270 KG



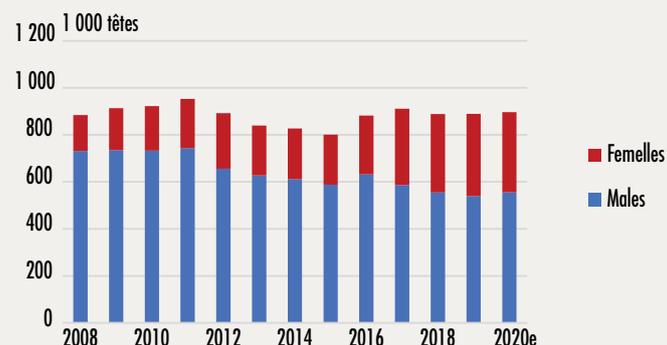
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Suite au fléchissement des prix fin 2020, les cours des Charolaises n'ont plus tout à fait atteint le bon niveau de 2019. La Charolaise U de 400 kg a coté en moyenne 2,41 €/kg (-3% /2019 et -5% /2018) et la Charolaise U de 270 kg, 2,56 €/kg (-3% /2019 et -2% /2018). Grâce à une hausse de fin d'année, la Limousine E de 270 kg a atteint 2,75 €/kg (seulement -1% /2019 et -2% /2018).

Les cours des femelles ont été moins perturbés que ceux des mâles, car la génisse constitue un segment à part en GMS italienne, moins concurrencé que la viande de mâle par les viandes importées.

## EXPORTATIONS 2020

### EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARD\* VERS L'ITALIE



e : estimation

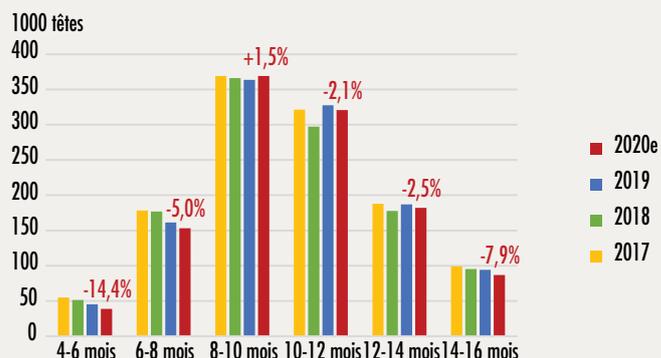
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises, SPIE, DGAL-BDNI, BOVEX et estimations

\*Bovins de 4 à 16 mois de type viande

**La demande italienne en brouards français est restée ferme en 2020 avec 896 000 têtes expédiées (+1% /2019) malgré un contexte perturbé.**

Les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 ont réduit la consommation italienne de viande bovine (p.18) et exacerbé la concurrence des viandes européennes sur la viande franco-italienne. Les engraisseurs italiens ont malgré tout acheté 556 000 mâles français (+3% /2019 et =/2018) et 340 000 femelles (-2%/2019, +2% /2018, +60% /2015). La prime à l'engraissement a incité les engraisseurs italiens à poursuivre l'activité, ainsi que les installations de biogaz (cf DEE n°512 - septembre 2020). Le développement des envois de femelles s'est stabilisé.

### ÂGE DES BROUARD\* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-6 MOIS)



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

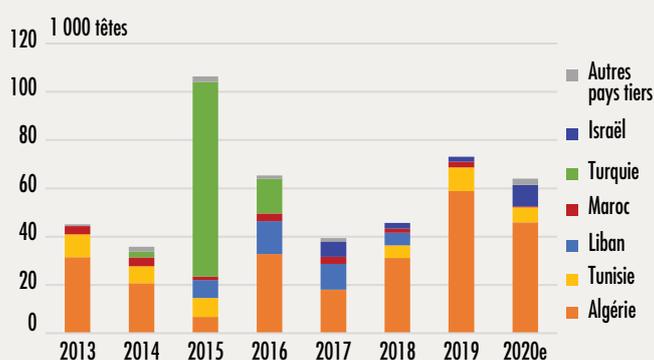
\*Bovins de 4 à 16 mois de type viande

**Les envois de brouards se focalisent sur les 8-10 mois.**

Les importateurs italiens demandent des brouards plus lourds que les Espagnols (400-450 kg contre 160-300 kg). En 2020, 83% des brouards français expédiés avaient plus de 8 mois contre 78% en 2015. Les envois de brouards repoussés sont aussi en repli, conséquence des sécheresses consécutives sur le bassin allaitant, qui incite les naisseurs à les vendre plus jeunes. La rentabilité de l'engraissement en Italie repose en partie sur la prime à l'abattage perçue après 6 mois d'engraissement. La rentabilité en Espagne repose sur la maîtrise des coûts d'achat d'aliments et des bovins maigres.

## EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARD\* VERS LES PAYS TIERS

### EXPORTATIONS DE BROUARD\* FRANÇAIS VERS PAYS TIERS



e : estimation

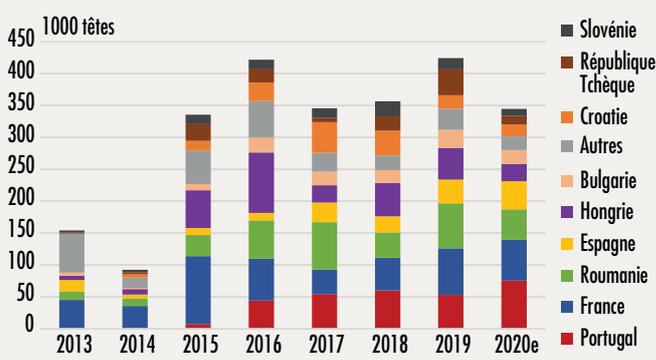
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

**Les exportations françaises de brouards hors de l'UE atteindraient 64 000 têtes en 2020, -12% /2019 mais +40% /2018.**

L'Algérie aurait acheté 46 000 brouards français en 2020 (-22% /2019). Après avoir été dynamique en 2019, la demande algérienne a fléchi faute de devises en raison de la chute des cours du pétrole. De plus les Autorités algériennes ont plafonné à 450 kg vif le poids vif des bovins importés.

Ailleurs au Maghreb, la chute du tourisme et les confinements prolongés ont réduit la consommation domestique. La Tunisie a importé 6 000 têtes (-37% /2019) et le Maroc 400 têtes (-84% /2019). La France a par ailleurs exporté 9 000 têtes vers Israël (x4 /2019) et 2 000 têtes au Qatar.

### EXPORTATIONS DE BROUARD\* DEPUIS LES PAYS DE L'UE VERS PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**Les envois de brouards de l'UE vers les pays tiers auraient chuté de -19% en 2020, à 345 000 têtes, du fait de la crise financière en Turquie et l'absence de touristes au Maghreb.**

Israël a été la 1<sup>ère</sup> destination avec 143 000 têtes (+45 % /2019) grâce à une forte consommation de viande, hors tourisme, et au développement de l'engraissement. La Turquie est passée au 2<sup>ème</sup> rang avec 80 000 têtes (-54% /2019) causant la chute des exports roumains, hongrois, bulgares et tchèques. L'Algérie aura importé 48 000 têtes, quasi exclusivement de France. Le Portugal a fourni 75 000 têtes à Israël, y devenant le 1<sup>er</sup> fournisseur européen.

5

# LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## Déprimés par des sécheresses consécutives et des mâles dévalorisés

Les sécheresses s'enchaînent année après année sur l'essentiel du grand bassin allaitant et de l'Est de la France. Les exploitations affectées ont non seulement du mal à reconstituer les stocks fourragers hivernaux, mais doivent désormais en outre prévoir un affouragement estival qui semble devenir la norme. Côté cultures, le produit diminue en 2020 : les prix en hausse ne permettent pas de compenser les rendements en forte baisse. De plus, la moindre quantité de paille récoltée induit de nouvelles charges pour les élevages allaitants. Le dispositif d'aides exceptionnelles n'a pas encore été annoncé pour l'année 2020. L'incertitude persiste à ce jour sur les territoires qui pourraient en bénéficier et sur leurs montants.

Et puis bien sûr la conjoncture des marchés des bovins à viande, telle que décrite dans les chapitres précédents, a fortement impacté les produits des exploitations. Les effets de la forte baisse des prix des jeunes bovins dès la fin février et du recul très marqué des prix des broutards à partir d'août n'ont pas été compensés par la bonne revalorisation du prix des vaches de réforme et des génisses depuis juin dernier.

### ESTIMATIONS DES REVENUS 2020

Pour rappel, les fermes d'élevage du Réseau Inosys pour lesquelles ces estimations de revenus sont réalisées sont sélectionnées pour représenter la diversité des systèmes performants, avec des résultats technico-économiques bien supérieurs à la moyenne. Les revenus courants y sont en moyenne historique 30 à 40% supérieurs à la moyenne de ceux des fermes professionnelles françaises mesurés par le RICA.

En 2019, les résultats courants avaient finalement été en légère hausse par rapport à 2018, à l'exception des exploitations naisseurs extensifs et naisseurs avec cultures quand, en 2020,

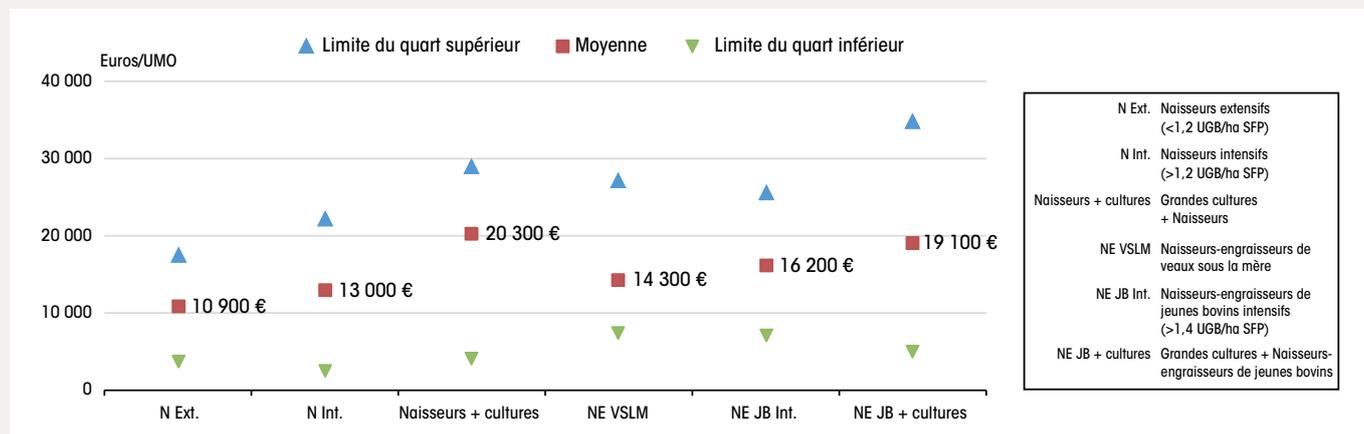
nous estimons des baisses de revenu de -18 à -34% par rapport à 2019. La différence s'explique principalement par les aides calamités versées, parfois au titre d'années très antérieures.

L'observatoire des trésoreries des exploitations bovines (cf. p 27) illustre bien les difficultés financières récurrentes des exploitations d'élevage bovin viande. Elles sont exacerbées par le cumul des effets des sécheresses et d'une conjoncture bovine toujours médiocre.

Si, en 2019, les aides conjoncturelles ont permis d'acheter des fourrages pour couvrir la période hivernale 2019/2020, le manque de trésorerie persiste.

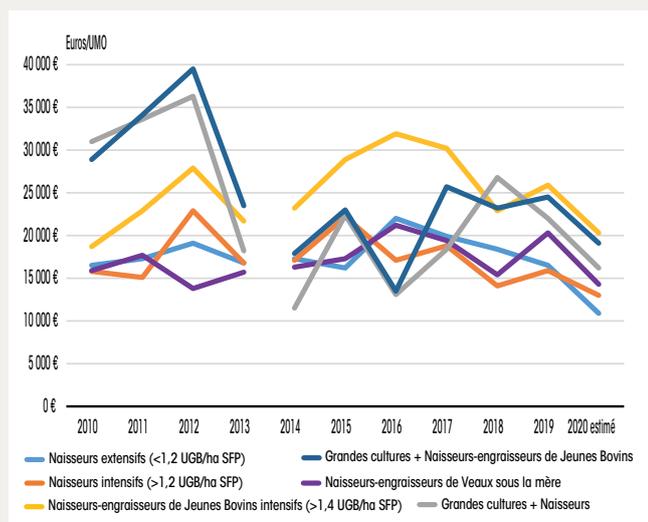
### RÉSULTATS COURANTS 2020

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2020.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

prélèvements privés quand cela leur est encore possible. Cette situation tend désormais à s'inscrire dans le temps et pose la question de la pérennité de certaines exploitations.

À main-d'œuvre constante, les tailles de cheptel semblent avoir atteint un palier depuis 2018 puisque les naisseurs détiennent en moyenne 100 vaches (soit 71 vaches/UMO exploitant), les naisseurs engraisseurs 111 vaches (soit 71 vaches/UMO exploitant) et les éleveurs de veaux sous la mère 78 vaches (soit 50 vaches/UMO exploitant). Désormais, si les surfaces poursuivent leur progression régulière (+2 hectares/an en moyenne), le cheptel ne grossit plus, c'est-à-dire que les systèmes s'extensifient globalement dans les fermes du réseau Inosys.

Chez certains, une décapitalisation est effective. Elle peut se traduire très momentanément par une hausse du produit, mais celle-ci s'accompagnera les années suivantes d'une hausse de cotisations MSA alors même que les éleveurs auront moins de vaches et des produits en baisse.

Les élevages bovins viande sont aujourd'hui à bout de souffle. Le non renouvellement des exploitants, les départs en retraite, les arrêts d'exploitation ou la nécessité d'avoir un atelier de production supplémentaire pour que l'installation soit jugée viable par les banques sont autant de signaux d'alertes qui reflètent un problème de rémunération récurrent.

## ÉVOLUTION DE REVENUS

**Des résultats qui baissent depuis 2016 chez les spécialisés, (hors aides conjoncturelles 2019) et qui se traduisent en graves difficultés structurelles.**

Alors que les exploitations bovines n'ont eu de cesse de s'adapter aux trois dernières années de sécheresse, tout en essayant de maintenir le niveau des performances techniques des troupeaux, le résultat courant des exploitations spécialisées bovins viande est en chute depuis 2016 (hors aides conjoncturelles).

Avec des charges opérationnelles, notamment alimentaires, en constante augmentation et des produits peinent à progresser, l'efficacité économique des exploitations se dégrade (-4% EBE/PB).

Le manque de trésorerie impacte les capacités de production des exploitations en limitant les investissements ou en contraignant les choix techniques des éleveurs. Dans tous les cas, si les achats d'intrants ont déjà été optimisés, il devient difficile de les diminuer encore sans affecter les performances techniques des animaux et d'éviter ainsi une érosion de la production brute de viande vive.

Peu d'exploitations ont une trésorerie permettant d'avoir une marge de sécurité. Elles sont contraintes de diminuer drastiquement leurs

## DES ÉLEVEURS EN RECHERCHE DE VOIES D'ADAPTATION

**Plusieurs voies d'adaptation sont observées dans les élevages.**

L'autonomie alimentaire devient un enjeu essentiel avec les sécheresses qui se multiplient au fil des années.

Adapter le cheptel aux surfaces et à leur potentiel est un objectif sur lequel les exploitants reviennent. Ainsi, un des premiers leviers activés est l'extensification : c'est une voie prise par bon nombre d'éleveurs dans certaines régions touchées par les sécheresses consécutives.

**Un tournant dans la gestion des fourrages et de l'herbe**

L'herbe est au centre de l'alimentation des élevages bovins viande qui ont des vaches, que cette herbe soit pâturée ou récoltée. Avec l'aide des conseillers d'élevage, les éleveurs sont incités à cultiver l'herbe (améliorer la productivité et la qualité de leurs prairies). Désormais, il semble nécessaire de prévoir un renforcement des stocks, en raison de la nécessité d'apport accru d'alimentation durant l'été. Les fauches précoces, le pâturage tournant, l'implantation ou le sursemis (pour des prairies plus robustes) se développent.

A *contrario*, les automnes doux permettent une pousse de l'herbe valorisable désormais sur une plus grande partie du territoire. Cette période de repousse automnale, si elle devenait régulière, pourrait

être davantage valorisée par les exploitants quand la portance des terrains le permet. Cela permet une économie de paille, voire d'une partie des rations hivernales.

**L'utilisation des coproduits compromise**

Le coût des coproduits augmente avec la baisse de l'offre (exemple de la fermeture de sucreries et donc de pulpes disponibles dans certaines régions) et la hausse de la demande (notamment pour la production d'énergie).

**Vers une diminution de la finition ?**

Lorsque les ressources sont comptées, certains éleveurs se résignent à réduire leur cheptel et à vendre leurs animaux plus rapidement, en maigre. D'autres se posent la question de l'intérêt d'acheter des fourrages pour maintenir la finition de leurs animaux, s'ils ne sont pas sûrs de les valoriser à un prix couvrant les surcoûts. Pour d'autres ce sont les moindres qualités et quantités de maïs ensilage non irrigué récolté qui remettent en question la finition de certaines catégories animales.

## LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2020 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2020 sont établies à partir d'un panel de **228 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2019 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...).

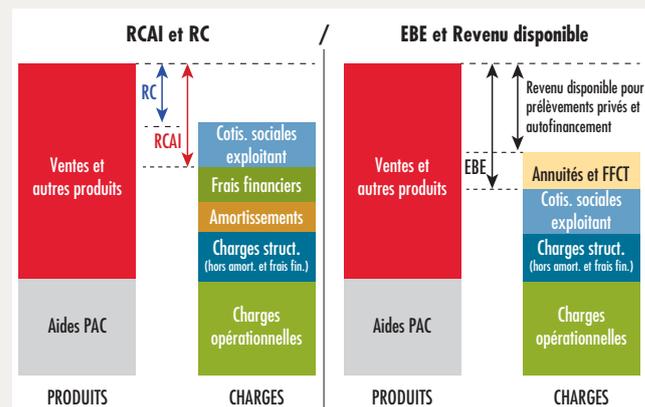
L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au « revenu disponible », calculé selon une approche « trésorerie ».

### FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE



La base nationale des Réseaux d'élevage bovins viande compte 364 exploitations en 2019 dont 310 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

## INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant  
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

## 2020 : TROISIÈME SÉCHERESSE CONSÉCUTIVE

La situation est très hétérogène une fois encore : la sécheresse 2020 a été moins impactante dans certaines zones qu'en 2019, ou à l'inverse davantage dans d'autres, et a affecté de nouveaux territoires comme l'Aquitaine. La variation de l'impact de la sécheresse 2020 par rapport à 2019 varie de -39 à +91 €/UGB.

### Zoom sur les aides exceptionnelles 2019 : calamités (État), aides régionales, indemnités assurantielles grandes cultures et SFP

Les aides exceptionnelles ont permis de compenser en partie en 2019 les impacts des aléas climatiques. Par rapport aux estimations, les revenus 2019 ont bénéficié :

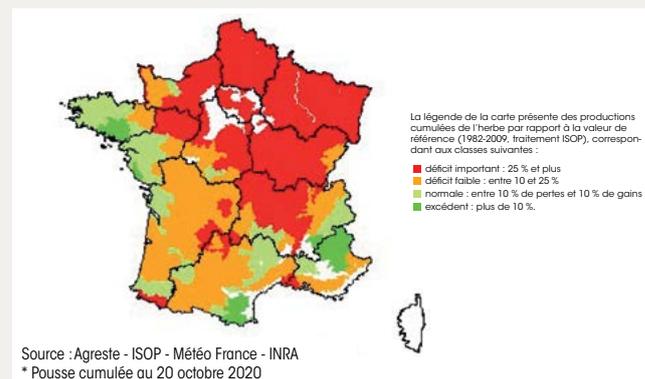
- à davantage d'exploitations sauf pour les « naisseurs et cultures » ;
- de montants versés plus élevés qu'estimés : +40 à +2 000 €/ exploitation en moyenne.

Chez les spécialisés : les aides « calamité » constituent 90% des aides exceptionnelles versées.

Chez les diversifiés avec culture : 40% des aides exceptionnelles sont des assurances récolte.

Pour l'année 2020, à ce jour, l'incertitude persiste sur les territoires qui pourraient potentiellement recevoir des aides conjoncturelles (type « calamités ») et les montants dont ils pourraient bénéficier.

## INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES\*



Source : Agreste - ISOP - Météo France - INRA  
\* Pousse cumulée au 20 octobre 2020

## ESTIMATIONS DES PRODUITS ET DES CHARGES EN 2020

Les résultats 2019 sont ceux constatés dans les comptabilités du panel d'exploitations suivies.

Les données de prix de vente des animaux maigres et finis sont transmises par FAM et traitées par l'Institut de l'Élevage.

Les rendements régionalisés et les prix de vente des cultures sont transmis par Arvalis-Institut du Végétal.

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2020 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

**Plus d'informations sur les hypothèses retenues pour estimer les variations 2019/2018 :** <http://idele.fr/filières/bovin-viande.html>  
-> onglet Réseaux d'élevage

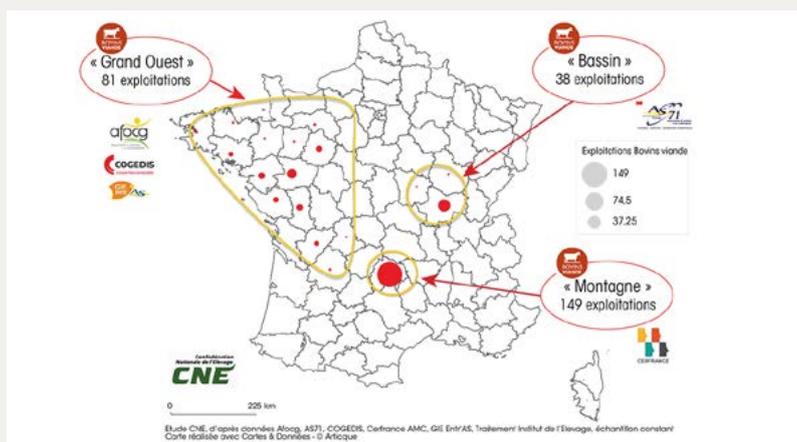
# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## TRÉSORERIE : DES RÉSULTATS TOUJOURS INSUFFISANTS

Afin de compléter l'approche comptable, centrée sur le résultat courant (RC), une approche de trésorerie est intéressante. En effet, si le RC permet d'appréhender la rentabilité de l'entreprise et sert de base de calcul aux prélèvements sociaux et aux impôts, le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise (revenu disponible calculé en déduisant les annuités et les frais financiers de l'Excédent Brut d'Exploitation).

## L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON HIVER 2018-2020



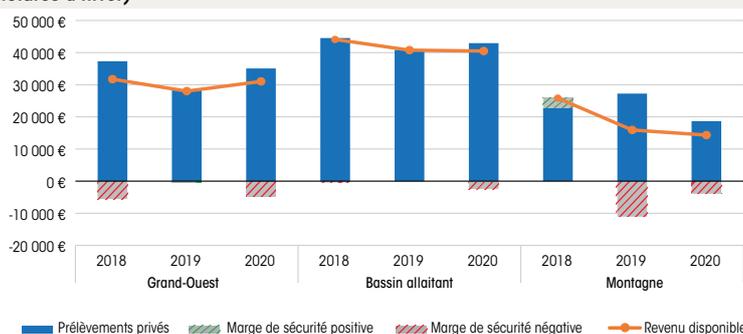
Etude CNE, d'après données Afocg, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Les élevages allaitants sont répartis sur 3 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire (pour le bassin Charolais "historique"). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables entretenus avec 6 centres comptables : AFOCG, AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. Près de 270 comptabilités d'exploitations bovines viande constituent l'échantillon constant entre 2018 et 2020 des clôtures d'été (mars-juin). Les résultats sont analysés par zone géographique.

## SITUATION FINANCIÈRE MI 2020 : AUCUNE MARGE DE SÉCURITÉ POSSIBLE

### UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

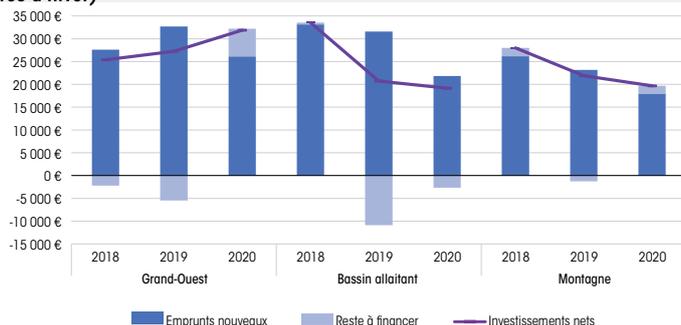
(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

### FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

À l'été 2020, la situation financière des élevages allaitants ne s'est pas améliorée. Si le produit brut et l'EBE ont été en hausse dans le Grand-Ouest, ce n'est pas le cas dans les 2 autres zones en raison de charges (notamment alimentaires) qui ont tendance à augmenter.

En moyenne toutes zones, le revenu disponible s'est établi à 15 600 € annuels par UTH familiale. Il est en très légère hausse dans le Grand-Ouest, en recul marqué en Montagne, avec des annuités en hausse, et stable dans le Bassin allaitant, avec des annuités qui diminuent. Malgré des prélèvements privés toujours restreints, aucune zone n'est en mesure de dégager une marge de sécurité. Les résultats obtenus sont systématiquement inférieurs aux prélèvements privés. L'autonomie financière des exploitations est donc dégradée.

Les investissements diminuent en Montagne et dans le Bassin Allaitant, mais sont en hausse dans la Grand-Ouest. Ils sont encore presque exclusivement financés par des emprunts, mais le refinancement de trésorerie par des emprunts long et moyen termes s'annule.

La proportion des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative est toujours proche du quart. Leur situation financière s'est aggravée en 2020 : leurs dettes court-terme, en hausse, sont plus de 2,4 fois supérieures à la moyenne. L'accumulation des sécheresses (dont celle de 2020 non encore intégrée dans ces résultats) aura à nouveau des conséquences économiques et financières dans les mois et années à venir, pour les élevages touchés.

# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

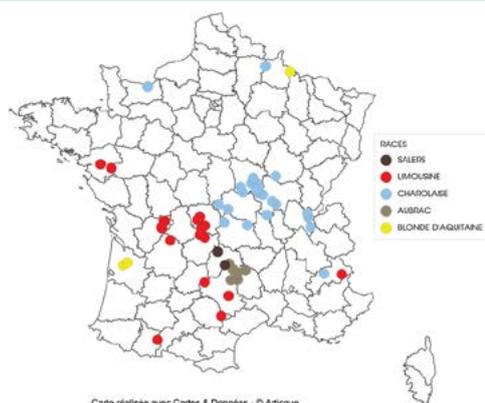
La répétition des sécheresses fait plonger les résultats



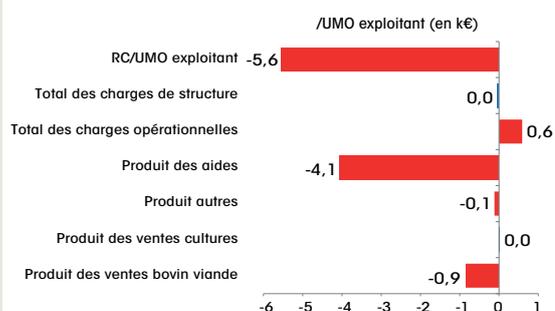
## DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 158 ha de SAU dont 149 ha de SFP
- 94 vaches allaitantes et 143 UGB
- Productivité moyenne : 305 kg vifs par UGB

## LOCALISATION DES 55 EXPLOITATIONS



## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Les trois années de sécheresse consécutives affectent fortement les revenus des élevages naisseurs extensifs. En 2019, les surcoûts liés à la sécheresse avaient été partiellement compensés par des aides conjoncturelles. Sur l'année 2020, la sécheresse a été encore plus marquée, mais de façon plus hétérogène sur l'essentiel du bassin allaitant.

La dégradation des cours des broutards depuis l'été accentue la chute des résultats courants en 2020, qui seraient encore amputés d'un tiers dans notre échantillon.

### Des systèmes qui restent très dépendants de l'accessibilité au foncier

Pour les systèmes naisseurs extensifs, l'herbe représente la principale ressource fourragère (plus de 92% de la SAU). Face aux aléas climatiques, ils n'ont guère d'opportunités pour mettre en place de nouvelles cultures fourragères ou planter des dérobées. Le travail sur la gestion de l'herbe tout au long de l'année devient encore plus déterminant.

La chute des potentiels fourragers liée à la sécheresse pousse aussi les éleveurs à augmenter leur SFP lorsque l'accès au foncier est possible. Ils espèrent ainsi compenser la baisse de productivité des prairies par une limitation du chargement tout en maintenant leur cheptel. Sinon, ils se résignent à décapitaliser et/ou à limiter la finition des animaux vendus.

### Une conjoncture climatique toujours compliquée

L'année 2020 a été marquée comme 2019 par de forts épisodes de sécheresse, plus localisés, mais parfois plus impactants : la distribution de fourrages et concentrés sur la période estivale devient une norme sur une grande partie du bassin allaitant (Bourgogne notamment). Localement, la recrudescence des rats taupiers (sud du Massif Central, Aubrac en particulier) ainsi que la dégradation des prairies sur-pâturées en l'absence de pousse de l'herbe, laissent présager des surcoûts de sur-semis de prairies en 2021.

### Des charges opérationnelles impactées par la sécheresse 2020

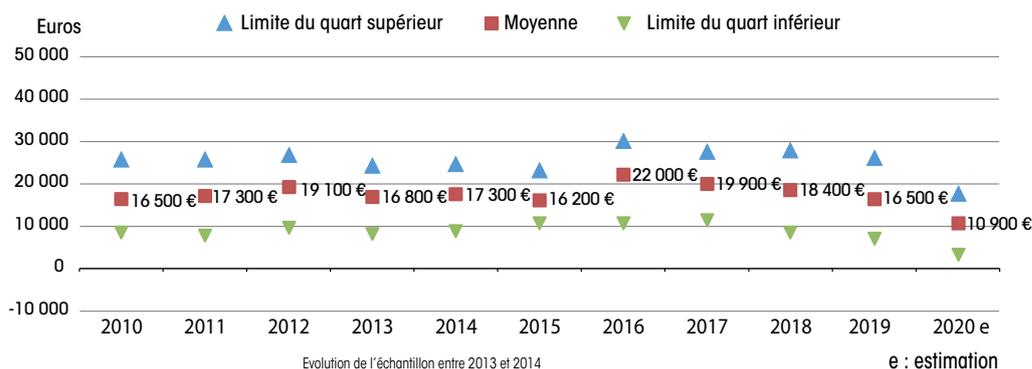
Face à ces contraintes, les élevages qui le peuvent tentent de réduire leurs charges de fertilisations, voire leurs achats de concentrés et de fourrages, en repli par rapport à 2019. Heureusement, les conditions climatiques hivernales favorables ont permis de réduire le temps de présence en bâtiment. Néanmoins, au total, les charges opérationnelles ont augmenté de 600 €/UMO en moyenne.

### Un résultat courant en très forte baisse

Le résultat courant estimé 2020 chute d'un tiers d'une année sur l'autre (-5 500 €/UMO). Cette forte baisse est liée en particulier à la quasi absence d'aides palliant les aléas climatiques pour la campagne 2020 alors que les charges opérationnelles ont été encore plus élevées qu'en 2019 suite à la nouvelle sécheresse.

La hausse des prix des vaches de réformes (+3%/2019) ne compense pas la forte baisse des cours des broutards à l'automne 2020 (-6% pour les broutards Aubrac, -5% pour les Charolais de 350 kg par rapport à l'automne 2019) : le produit viande bovine perd en moyenne 900 €/UMO. Au final, le résultat courant dépasse à peine en moyenne les 10 000 €/UMO.

## RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

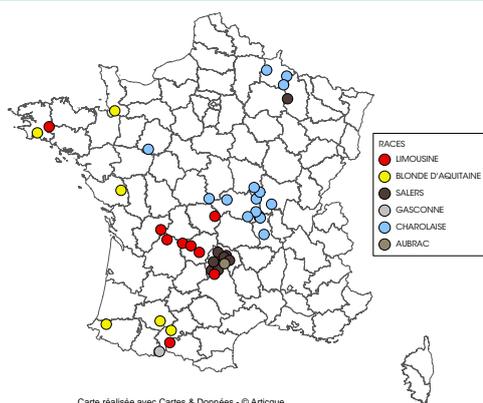
Les aléas climatiques fragilisent encore ces exploitations



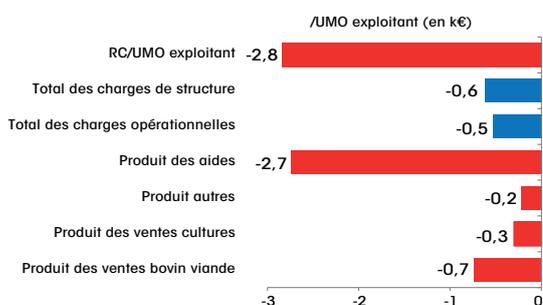
### DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 134 ha de SAU dont 122 ha de SFP
- 111 vaches allaitantes et 170 UGB
- Productivité moyenne : 304 kg viâs par UGB

### LOCALISATION DES 42 EXPLOITATIONS

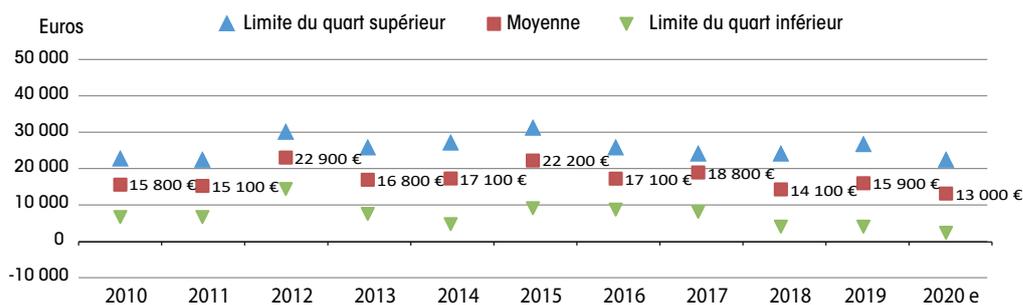


### ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

### RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

**Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs aurait baissé de près de -20% en 2020 selon nos estimations. Le fonctionnement de ces élevages doit désormais intégrer les sécheresses récurrentes avec des charges alimentaires à des niveaux élevés alors que les aides compensatrices baissent.**

#### La répétition des sécheresses induit un début de désintensification

Avec en moyenne 2 ha de SAU en plus par an, la surface de ces exploitations augmente régulièrement depuis 2014. Mais, depuis 2018, cet agrandissement n'est plus accompagné d'une augmentation des vêlages. Cette désintensification s'explique par la succession de sécheresses : les éleveurs préfèrent sécuriser leurs systèmes fourragers en essayant de maintenir un haut niveau d'autonomie alimentaire. Cela s'accompagne également du développement de nouvelles cultures (méteils, ...).

Malgré cela, les achats de concentrés augmentent aussi : les éleveurs voulant éviter de pénaliser les poids des animaux vendus, en repousse ou en finition. Dans certains cas, la moindre finition des femelles, pour limiter les achats, semble aussi une voie d'ajustement comme cela s'est produit en 2019.

#### Des charges qui restent élevées

Les charges opérationnelles ont légèrement reculé. Malgré une situation climatique à nouveau compliquée dans certaines zones (Nord, Grand-Est et bassin charolais en particulier), les achats de fourrages et concentrés ont été moindres qu'en 2019. Les effets de la moindre disponibilité et le renchérissement du coût de la paille ont été partiellement atténués par un automne favorable, permettant de réduire le temps d'hivernage des animaux.

La plupart des charges de structure progressent de +1 à +2%, mais cela a été plus que compensé par la chute des prix des carburants (-19%). Toutefois, les charges restent élevées, et ne seront en 2020 que très partiellement compensées par des aides conjoncturelles.

#### Un résultat courant au plus bas

Le produit total serait en net repli par rapport à celui de 2019. Le produit issu des ventes de bovins aurait reculé de 700 €/UMO exp. Les prix des animaux maigres ont baissé de -2 à -4% tandis que les prix des femelles finies (réformes et génisses) ont gagné +4% en moyenne (en fonction des types raciaux).

Le résultat courant (RC) moyen estimé en 2020 s'établit à 13 000 €/UMO, soit une dégradation de 2 800 € d'une année sur l'autre.

## 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

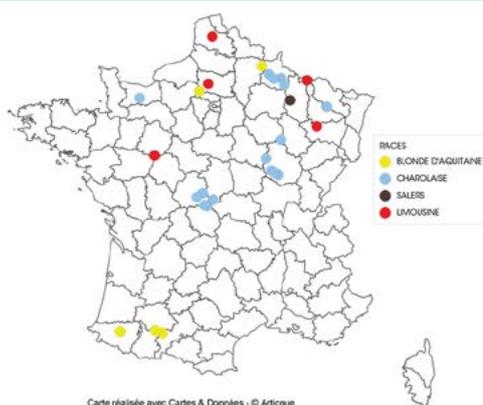
Les charges en forte hausse ne sont pas compensées par les produits : le résultat courant chuterait d'un quart en 2020



### DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 201 ha de SAU dont 107 ha de SFP
- 90 vaches allaitantes et 136 UGB
- Productivité moyenne : 308 kg vifs par UGB

### LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



Également réparties dans les bassins de polyculture élevage du quart Nord Est, de Centre-Bourgogne et du Sud-Ouest, ces exploitations déjà touchées par les sécheresses 2018 et 2019 l'ont été plus fortement en 2020. La baisse de revenu, amorcée en 2018, se poursuit avec une chute estimée à 1/4 en 2020.

### Une diversification plus marquée des cultures

Les naisseurs avec cultures maintiennent la finition des génisses malgré le contexte fourrager compliqué. À la recherche de valeur ajoutée, ces exploitations s'orientent vers le Label Rouge ou des génisses rajeunies contractualisées. Pour cela, ils diversifient leurs ressources fourragères en élargissant le panel de fourrages récoltés (méteils, luzerne, prairie temporaire...). Afin de s'adapter aux aléas climatiques qui affectent les rendements, ils modifient leurs assolements : réduction de la sole en colza, allongement des rotations avec de nouvelles cultures notamment de printemps (maïs grain, lin, protéagineux, luzerne...). Les effets recherchés sont une réduction de la pression parasitaire et des adventices.

### Les produits évoluent peu

La reprise des cours des femelles finies observée à partir de mai 2020, aurait permis de presque compenser la baisse des cours du maigre, de telle sorte que la perte de produit bovin viande se limiterait à -500 €/UMO exploitant.

De même, la hausse des cours des céréales a presque compensé la baisse de rendements observés dans les zones touchées par les aléas de 2020. Selon les contextes, des indemnités d'assurance peuvent intervenir et compenser une partie des pertes, d'où une quasi stabilité du produit cultures par rapport à 2019.

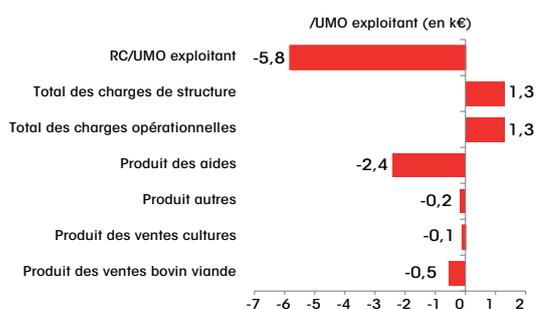
### Des charges opérationnelles et de structure en augmentation

Les charges opérationnelles auraient de nouveau augmenté en 2020 par rapport à 2019 (+1 300 €/UMO). Cette augmentation s'explique par les achats de fourrages et de concentrés nécessaires pour compenser les déficits fourragers et assurer une complémentation estivale dès mi-juillet, afin de maintenir les performances des animaux.

La hausse des charges de structure serait de même ampleur en 2020, la baisse des cours des carburants ne compensant pas la hausse des autres postes, en particulier la progression des cotisations sociales (calculées sur une moyenne triennale).

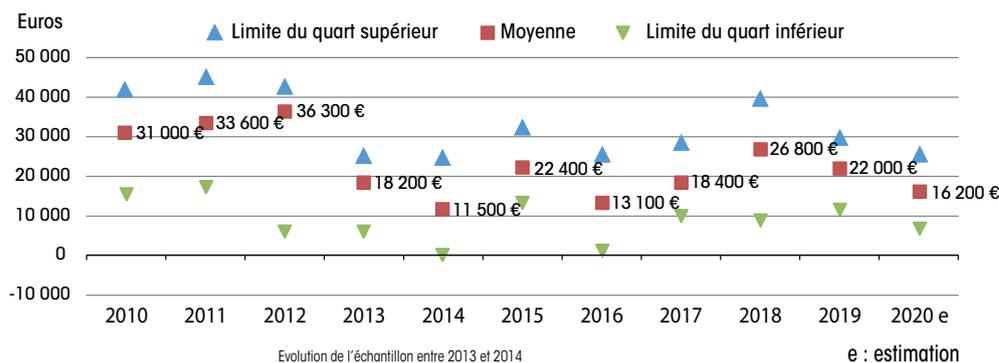
Au final, ces systèmes, qui semblaient assez résistants dans les contextes perturbés de ces dernières années, sont désormais à la peine avec un revenu qui aurait chuté de -5 800 €/UMO par rapport à 2019. Le quartile inférieur est constitué d'exploitations les plus fortement touchées par la sécheresse 2020.

### ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

### RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

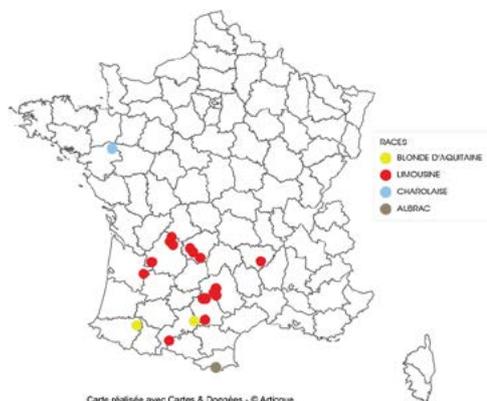
La sécheresse 2020 dans le Sud-Ouest amputerait d'un tiers les résultats courants



## DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 109 ha de SAU dont 80 ha de SFP
- 77 vaches allaitantes et 98 UGB
- Productivité moyenne :  
250 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)  
306 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségalas)

## LOCALISATION DES 21 EXPLOITATIONS



Cet échantillon regroupe des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veaux fermiers élevés sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veaux d'Aveyron et du Ségala ou vendus en circuits courts. La perte de rendement des cultures et des achats de fourrages et de paille a mis à mal la rentabilité de ces systèmes en 2020.

### L'agrandissement des surfaces se traduit par une baisse du chargement

Les systèmes producteurs de veaux s'extensifient pour être plus autonomes. Le nombre de vêlages stagne depuis 2 ans, après une période de croissance de +1 à 2/ an. La surface disponible continue de progresser ainsi que la SFP, dont la proportion reste constante. Cela se traduit par une baisse marquée du niveau de chargement (-0,2 UGB/ha SFP) et la volonté de limiter les achats d'aliments pour gagner en autonomie.

La production de veaux se réduit dans ces élevages. Les éleveurs se diversifient en maigre pour s'adapter à la demande saisonnière : elle est atone pour la viande de veau blanc durant l'été. Les meilleurs animaux sont réservés à la production de veaux clairs et bien conformés.

### Une rentabilité économique fragilisée par la perte de rendement des cultures et des achats de fourrages

Le quart Sud-Ouest a connu en 2020 une sécheresse estivale marquée qui a provoqué une chute sévère des rendements des cultures. Nous estimons la baisse du produit des ventes de cultures à 2 900 € par UMO.

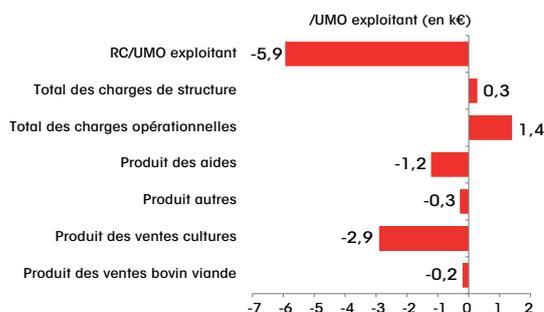
Autre conséquence des conditions séchantes : la hausse des charges opérationnelles (+1 400 €) qui s'explique par les surcoûts liés aux achats de fourrages et de paille. Inversement, les charges de structure auraient peu varié (+300 €) : la hausse de +1 à 2% de beaucoup de postes (électricité, fermages, salaires) a été compensée par la chute des prix des carburants (-19%).

Un reliquat 2016 des aides spécifiques aux veaux avait été versé en 2019 et n'a pas été renouvelé en 2020. Le produit des aides est donc estimé en baisse.

### Le revenu au plus bas depuis 10 ans

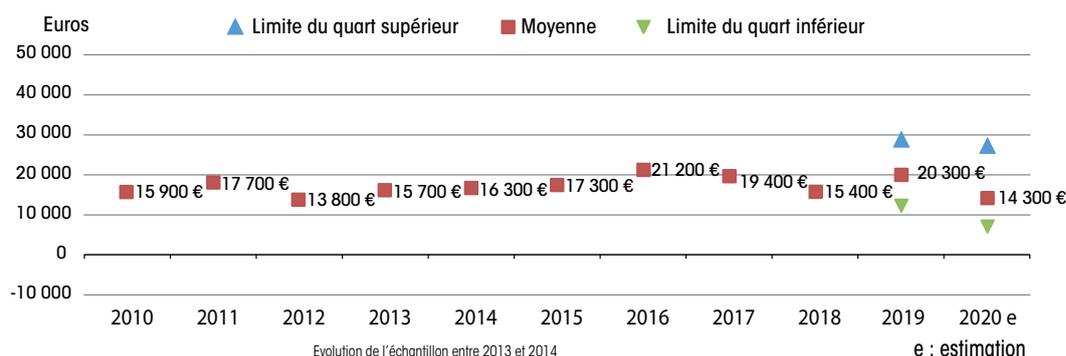
L'amélioration régulière de la productivité de la main-d'œuvre, alliée à une progression constante des prix des veaux en Label Rouge même durant les années difficiles, avaient permis aux producteurs de veaux sous la mère de dégager des revenus en hausse depuis le début de la décennie, à l'exception de 2018. Le recul attendu en 2020 n'en est que plus brutal, estimé à -5 700 €/UMO exploitant, ramenant le revenu courant moyen de cet échantillon à moins de 15 000 €/UMO.

## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

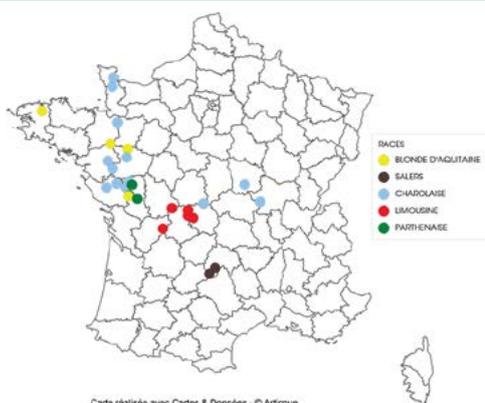
La chute des produits cultures et viande pénalisent le revenu



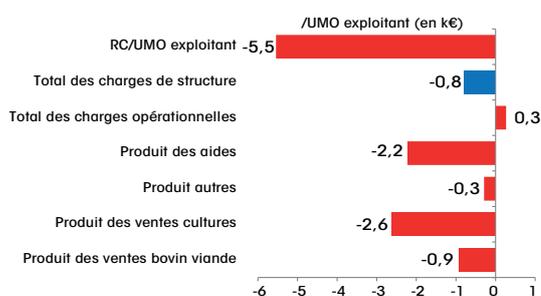
## DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totale dont 1,8 UMO exploitant
- 169 ha de SAU dont 136 ha de SFP
- 128 vaches allaitantes et 238 UGB
- Productivité moyenne : 403 kg vifs par UGB

## LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

**Le revenu courant des naisseurs engraisseurs de JB intensifs en 2020 subirait une diminution de -21% par rapport à 2019 selon nos estimations. En 2020, les aléas climatiques et de marchés (COVID-19) ont à nouveau été très pénalisants, sans aucune assurance d'aides compensatrices.**

### Des adaptations en cours et à venir

Malgré un contexte de sécheresse fluctuant selon les territoires en 2019, les performances techniques avaient été maintenues grâce à des achats de concentrés supplémentaires. Ces surcoûts avaient été compensés par des aides conjoncturelles (calamités et/ou assurances). Face à ces aléas répétitifs, les éleveurs sécurisent leur système fourrager en augmentant les surfaces fourragères au détriment des cultures de ventes ou en valorisant davantage la pousse de l'herbe automnale.

### Des produits cultures et viande en nette baisse

En 2020, les cours des JB ont baissé de -2,8 à -3,9% /2019 selon les régions. En revanche, le prix des vaches commercialisées s'est apprécié de +2,8 à +4,3% en moyenne annuelle selon les régions malgré six semaines consécutives de baisse au printemps. Néanmoins, la baisse du produit des ventes de bovins reste conséquente (-900 €/UMO).

Des retards d'enlèvement des jeunes bovins dans certains élevages, d'une quinzaine de jours en moyenne, ont en outre pénalisé les trésoreries et augmenté les charges.

Pour les grandes cultures, la hausse du prix de vente par rapport à 2019 n'a pas compensé les fortes baisses de rendements et des évolutions d'assolement : le produit culture a ainsi chuté de -2 600 €/UMO.

Enfin, la non reconduction anticipée des aides exceptionnelles pour la sécheresse 2020 explique la baisse attendue des aides totales de -2 200 €/UMO.

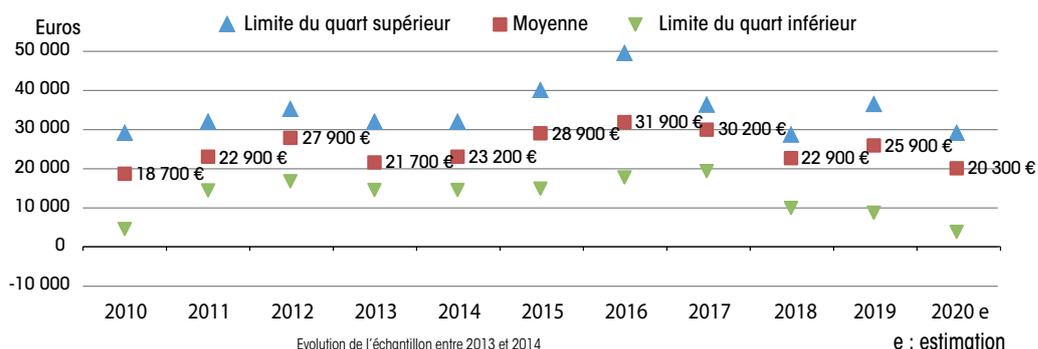
### Des charges opérationnelles stables malgré l'impact de la sécheresse sur certains territoires

En 2020 à nouveau, la sécheresse a impacté de manière hétérogène les exploitations. L'Ouest a été relativement préservé ces deux dernières années. En revanche, celles du bassin allaitant, déjà touchées en 2019, l'ont été encore en 2020. La distribution estivale a encore été nécessaire à partir de la fin juillet, ce qui explique la hausse des charges opérationnelles.

Les rendements paille sont en baisse en 2020. Des achats ont donc été nécessaires dans un contexte de prix de la paille en hausse (+30% par rapport à 2019 sur une grande partie du territoire). Globalement, les revenus courants de cet échantillon reculeraient de -22%, dépassant à peine 20 000 €/UMO exploitant.

Les élevages du quartile inférieur sont surtout ceux des régions les plus affectées par la sécheresse depuis 3 ans.

## RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

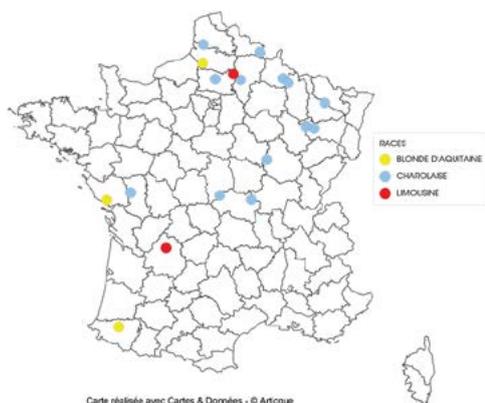
Les résultats de nouveau en dessous des 20 000 €/UMO



## DONNÉES REPÈRES

- 2,0 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 195 ha de SAU dont 96 ha de SFP
- 81 vaches allaitantes et 148 UGB
- Productivité moyenne : 373 kg vifs par UGB

## LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Avec 19 000 € de résultat courant/UMO estimé pour 2020, le revenu courant moyen des naisseurs engraisseurs de jeunes bovins avec cultures retombe sous le niveau des 3 années précédentes. La répétition des aléas climatiques et la chute des cours du jeune bovin en 2020 ne permettent pas à ces exploitations de retrouver leur niveau de rémunération du début de la décennie.

### La résilience de ces exploitations est mise à l'épreuve

L'hétérogénéité des aléas sur un même territoire, les adaptations mises en place par les éleveurs se traduisent par des écarts de revenus importants entre exploitations. Il est difficile de trouver des solutions qui compensent complètement les impacts récurrents subis, d'autant plus que le contexte sanitaire a aussi pesé cette année sur les marchés. Dans ces systèmes de polyculture, différentes voies d'adaptation sont explorées pour élargir le panel de fourrages récoltés. La diversification des assolements fourragers ne suffit cependant pas toujours et réduit le produit des cultures de ventes. L'optimisation des intrants (fertilisants, phytos) reste une piste à creuser pour accroître la résilience de ces systèmes.

### Des produits en baisse

Le produit total par hectare a diminué de -2% par rapport à 2019 avec une baisse dans l'ensemble des productions. Le rebond des cours des femelles, après plusieurs années moroses, ne compense pas la baisse des prix des jeunes bovins, au plus bas depuis 6 ans.

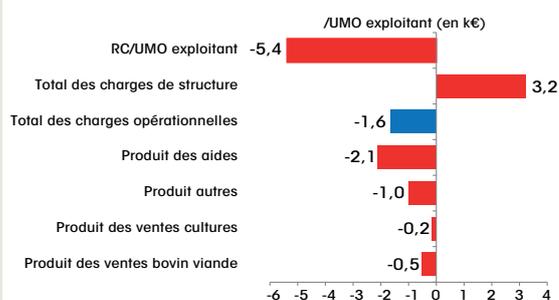
Le léger redressement des cours des céréales réduit l'impact des baisses de rendements dans les zones touchées par les différents aléas de 2020 (sécheresse, maladies, hiver pluvieux...). Selon les situations, des indemnités d'assurance peuvent compenser une partie des pertes. Le produit des cultures de vente a en effet baissé dans la moitié des exploitations du groupe. La diversité des types de cultures et l'hétérogénéité des impacts de l'année climatique expliquent des situations très différentes.

### Des charges en hausse

Les charges opérationnelles seraient en baisse de -2% par rapport à 2019, essentiellement sous l'influence des prix des engrais et des concentrés qui représentent les trois quarts de ces charges. Les achats d'aliments ont pu être plus limités que les années passées grâce à des surfaces supplémentaires cultivées en maïs ensilage.

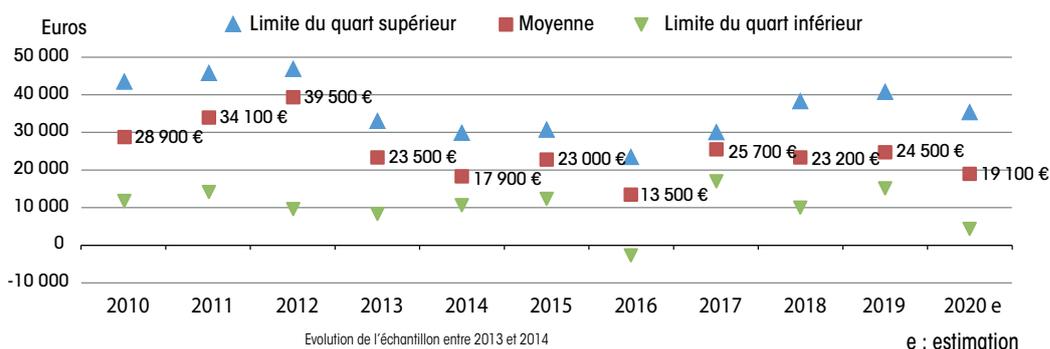
En revanche, la baisse importante des cours des carburants ne suffit pas à limiter la hausse des charges de structure. Celle-ci s'explique en particulier par les cotisations sociales (calculée sur la moyenne triennale des revenus).

## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 6

## LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

### En difficulté pour la deuxième année consécutive

En 2020, le Covid-19 a frappé un secteur déjà très affecté par la difficile année 2019. Les restrictions imposées à la restauration hors domicile pour lutter contre l'épidémie ont particulièrement touché les filières vitellines française et européenne.

La production française a reculé significativement pour la première fois depuis 2013 (-4% /2019 en têtes). En mars, la chute des commandes a fait plonger la cotation du veau rosé clair O, qui a stagné pendant plusieurs semaines autour de 4,60 €/kg de carcasse. Les Pays-Bas, qui exportent plus de 90% de leur production vers la RHD des pays européens, ont été encore plus affectés.

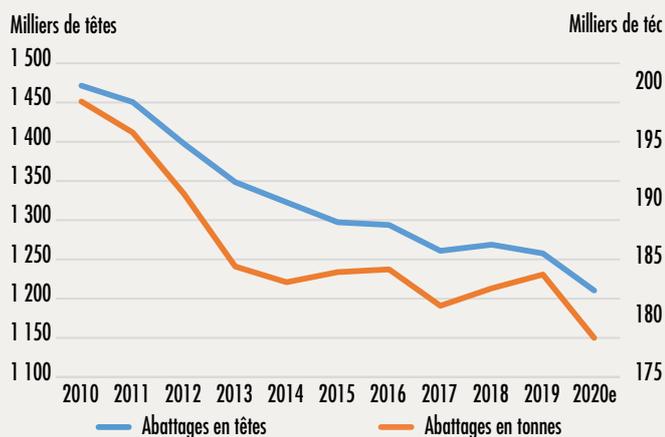
Les difficultés rencontrées par les filières d'engraissement ont limité la demande française en veaux nourrissons. Les collecteurs n'ont pas eu d'autre choix que de pousser les exportations vers l'Espagne.



## LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

### PRODUCTION FRANCE 2020

#### ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

### 178 000 téc

C'est la production de viande de veau en France en 2020, en recul de -3% /2019.

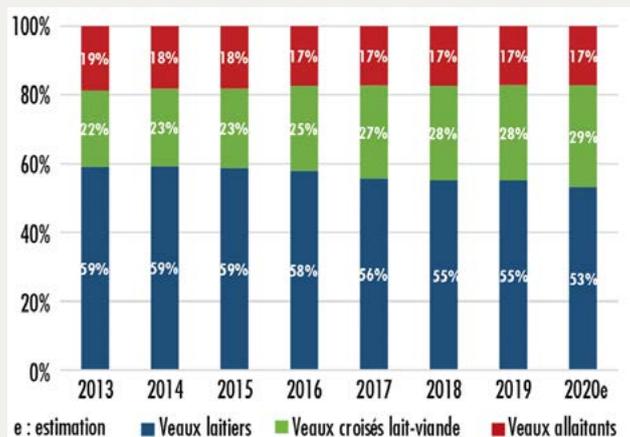
**En 2020, l'effondrement de la demande en RHD et le faible report vers les circuits de détail ont fait chuter les commandes. Les intégrateurs ont en conséquence limité les mises en place, accentuant le recul de la production.**

À partir de fin mars, la fermeture de la restauration hors domicile, la simplification des linéaires par les GMS et la concentration des achats des ménages dans les supermarchés de proximité, où la viande de veau est moins présente, ont entraîné un décrochage de la demande. Entre mars et mai, 300 000 têtes ont été abattues soit une baisse de -11% /2019. Sur l'année, la production abattue en France a reculé de -4% /2019 (1 210 000 têtes). La baisse des abattages s'explique également par des mises en place prudentes dès le début de l'année, pour maîtriser les volumes produits suite à la crise de 2019. Face à l'incertitude de l'évolution de la situation sanitaire, les intégrateurs ont aussi réduit les mises en place au 2<sup>ème</sup> trimestre ce qui a limité la production à l'automne 2020 alors qu'une partie des établissements de RHD collective est restée ouverte pendant le deuxième confinement.

Malgré un alourdissement significatif des veaux lié aux retards de sortie, la production abattue a reculé de -3% /2019, à 178 000 téc en 2020.

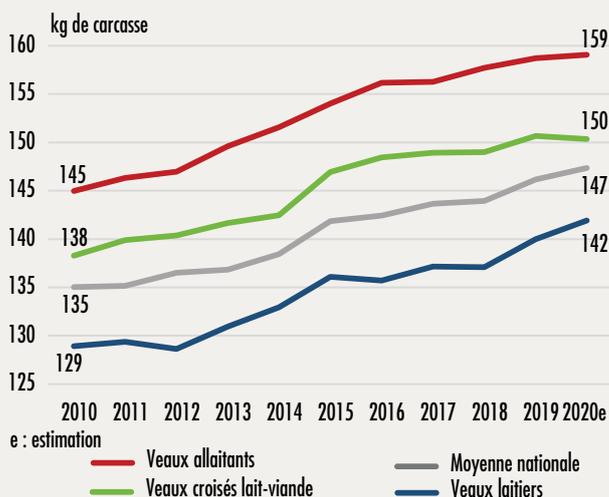
## PRODUCTION FRANCE 2020

### RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



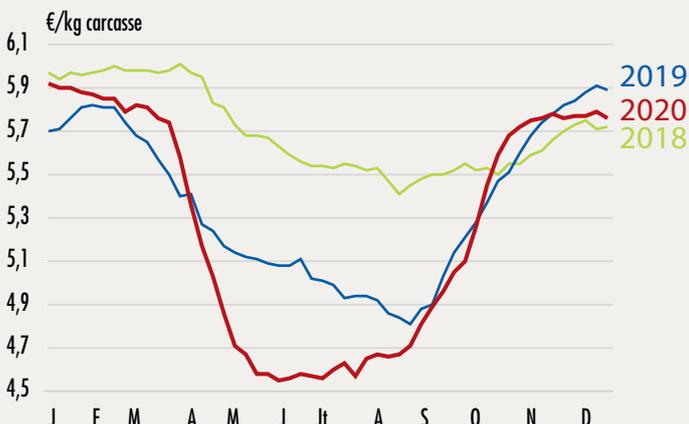
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

### ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev et estimations propres

### COTATION FRANÇAISE DU VEAU ROSÉ CLAIR O ÉLEVÉ EN ATELIER



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

**Les abattages de veaux laitiers et allaitants ont diminué en 2020, tandis que ceux de veaux croisés lait-viande ont augmenté. La part des Croisés a progressé, au détriment des animaux laitiers purs.**

Les abattages de veaux de type laitier pur ont baissé à 644 000 têtes en 2020, soit -7% /2019. S'ils représentent toujours la majorité des veaux abattus en France, leur part s'est réduite de 59% en 2013 à 53% en 2020, avec l'augmentation des abattages de veaux croisés lait-viande (357 000 têtes soit +2,5% /2019). Cette évolution de fond est en partie subie par les intégrateurs, qui font face à une hausse de l'offre en animaux croisés chez les éleveurs laitiers depuis plusieurs années alors que la demande en veaux mieux conformés n'augmente pas. À ce titre, l'année 2020 est particulière car la hausse des achats en boucherie artisanale (+14% /2019 en valeur de janvier à novembre d'après Kantar) a probablement favorisé un bon écoulement des veaux R voire U alors que le marché des veaux gras de type laitier était encombré par la fermeture de la RHD.

La part des abattages de veaux issus du troupeau allaitant demeure stable, à 17% des animaux abattus.

**Les retards d'abattages se sont multipliés à partir de mars. L'encombrement a mis du temps à se résorber, provoquant de nouveau un alourdissement et un vieillissement des veaux en 2020.**

Le poids moyen des veaux a atteint un niveau historiquement élevé en mai 2020 (152 kg de carcasse soit +2,5 kg /2019), contraignant les éleveurs à adapter leurs conduites pour limiter la prise de poids de leurs animaux. Suite à ce pic, la diminution des mises en place et la reprise de la consommation ont permis une fluidification progressive du marché à partir de la fin de l'été. Les retards d'abattage se sont résorbés en octobre. Au total, le poids carcasse moyen des veaux abattus en France a augmenté de +1 kg en 2020, après un alourdissement déjà significatif en 2019 (+2 kg /2018). Mais contrairement à 2019, seul le poids moyen des veaux gras laitiers, consommés hors domicile, a augmenté en 2020 (+2 kg /2019 à 142 kg). Les veaux gras allaitants et les Croisés, destinés à la boucherie et aux GMS, ont été peu affectés par les retards de sortie.

En 2020, l'âge des animaux à l'abattage a augmenté de 2 jours /2019 et de 7 jours /2018 (188 jours).

**Les cotations se sont effondrées suite à la fermeture de la restauration hors domicile en mars et ont stagné pendant quatre mois à des niveaux historiquement bas.**

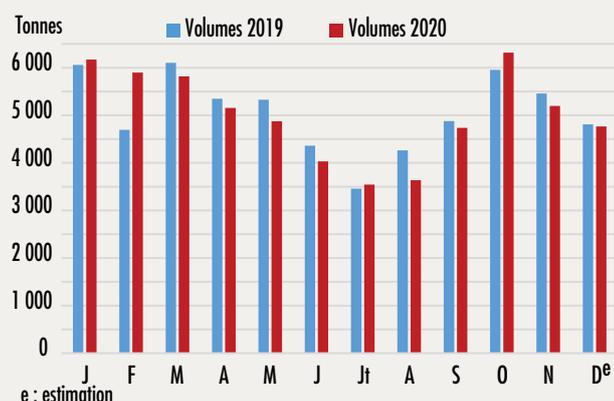
À 5,27 €/kg de carcasse, la cotation annuelle moyenne 2020 du veau rosé clair O élevé en atelier est en repli de -2% /2019. Le confinement décrété en mars a fait chuté les commandes : la cotation s'est effondrée puis a stagné pendant quatre mois en-dessous de 4,70 €/kg. La hausse saisonnière des prix a été très prononcée à la fin de l'été, grâce à la reprise automnale de la consommation et à la diminution des mises en place au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. La fermeture de la restauration commerciale à partir du mois de novembre a stoppé net la progression de la cotation et a de nouveau fait pression sur les prix qui sont repassés sous leur niveau de 2019.

Les cotations des animaux de conformations supérieures, principalement commercialisés en boucherie traditionnelle et en partie en GMS, ont aussi chuté, mais plus tardivement et moins fortement. L'augmentation de la fréquentation de ces circuits de distribution pendant les confinements a favorisé un bon écoulement de la production, si bien que la cotation annuelle du veau rosé clair R, à 5,91 €/kg, est égale à celle de 2019.

## LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

### CONSOMMATION FRANCE 2020

#### ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MENAGES 2020\*



\*Le panel Kantar se base sur un échantillon de 12 000 ménages français, il mesure la consommation « ordinaire » à domicile uniquement. Sa fonction première n'est pas de relever les volumes mais de suivre l'évolution des comportements : occasions d'achat, quantités achetées, nombre d'achats...

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev et estimations propres

**2020, l'augmentation des achats des ménages pour la consommation à domicile permet de limiter le repli des achats de viande de veau, qui est moins marqué (-1% /2019) que la contraction observée les années précédentes (-4% /2018 en 2019).**

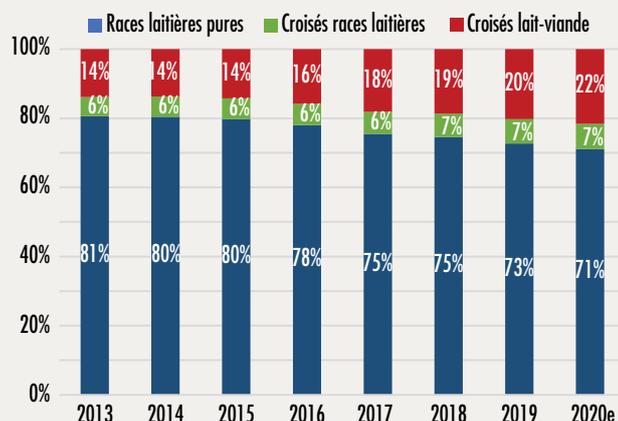
Les achats par les ménages de viande de boucherie ont augmenté pendant le premier confinement suite à l'arrêt de la consommation hors domicile. Néanmoins, cette hausse n'a pas profité aux achats de viande de veau, qui ont reculé de -5,6% /2019 sur mars-avril-mai. Les consommateurs ont préféré se tourner vers des viandes moins chères, comme le porc qui en moyenne sur 11 mois a coûté 8,03 € kg d'après Kantar, alors que la viande de veau a coûté en moyenne 15,79 €/kg.

Le veau étant un achat rarement anticipé, les campagnes de promotion sont cruciales. Si les campagnes de communication portées par l'Interprofession au printemps n'ont pas eu l'impact espéré, celles de février et d'octobre ont tiré les achats à la hausse (+26% /2019 en février et +6% /2019 en octobre).

La viande de veau se consomme plutôt par temps froid : les pics de chaleurs enregistrés pendant le 3<sup>ème</sup> trimestre ont participé au recul des achats constaté sur l'année (-5,4% en juillet-août-septembre /2019).

### VEAUX DE 3 SEMAINES 2020

#### TYPES RACIAUX DES VEAUX ISSUS DE VACHES LAITIÈRES



e : estimation

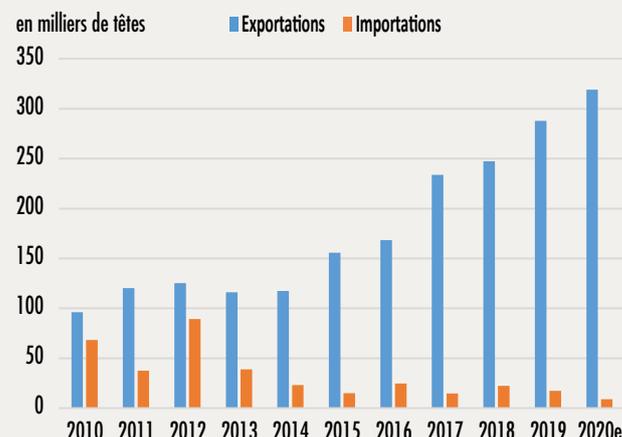
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI et estimations propres

**Malgré a baisse des naissances laitières, les débouchés ont été insuffisants et la cotation des veaux nourrissons a été déprimée toute l'année. Les exportations vers l'Espagne ont de nouveau progressé.**

En 2020, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de -1% /2019 à 3,38 millions de têtes. Ce repli des mises bas concerne principalement les veaux laitiers purs et croisés lait-lait, tandis que les naissances de veaux croisés lait-viande ont de nouveau augmenté. Face à la dégradation du prix des veaux, les éleveurs laitiers ont davantage eu recours au croisement lait x viande.

La baisse des naissances n'a pas soutenu la cotation des veaux nourrissons : le marché a été encombré toute l'année. Le secteur du veau de boucherie a été plombé par la fermeture de la restauration

#### COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, SPIE BDNI et estimations propres

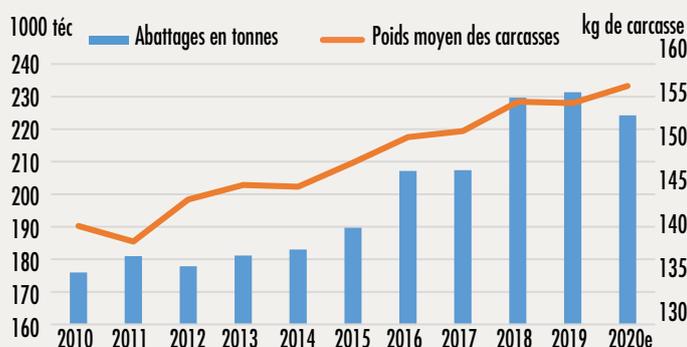
hors domicile, obligeant les opérateurs à réduire les mises en place. Les productions de JB et bœufs de type lait ont poursuivi leur érosion structurelle. Au 1<sup>er</sup> semestre, la cotation des veaux nourrissons n'a pas connu de hausse saisonnière et au 2<sup>nd</sup> semestre elle a stagné à un très bas niveau dès le mois de septembre. La cotation annuelle moyenne en 2020 s'est établie à 61 €/tête, en deçà de celle de 2019 (-12%) et bien en deçà de celle de 2018 (-33%),

Face au manque de débouchés en France, les exportations de petits veaux de mère laitière ont gonflé en 2020, à 319 000 têtes (+11% /2019). Le marché espagnol a absorbé plus de 90% des veaux nourrissons français expédiés à des prix bradés. La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois s'est établie à 82 €/tête en 2020, en baisse de -1% /2019 et surtout de -23% /2018.

## PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2020

Après plusieurs années de croissance, la production de veaux gras aux Pays-Bas a diminué en 2020, fortement impactée par la fermeture de la RHD en Europe.

### PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



e : estimation

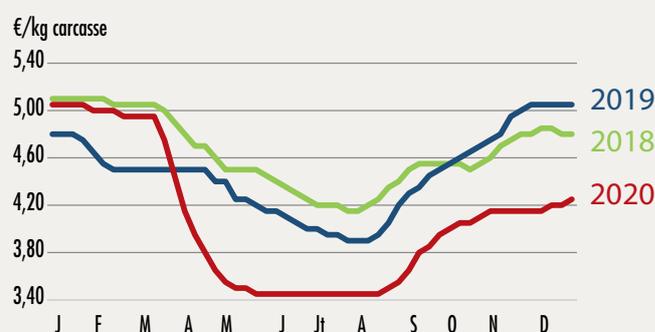
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

Principalement orienté vers l'export, le marché du veau néerlandais a été très affecté par les mesures de lutte contre le Covid-19 mises en place sur le continent européen à partir de mars, et notamment par la nette réduction du débouché RHD. Les exportations de viandes bovines (fraîches et congelées) auraient chuté de -5,5% /2019 (554 000 téc). Pour la première fois depuis 2012, la production de viande de veau a diminué (224 000 téc soit -3% /2019). Les retards d'abattages ont entraîné un vieillissement et un alourdissement des veaux, le poids moyen des carcasses a augmenté de +2 kg /2019 (157,5 kg/tête soit 10 kg de plus qu'en France). Les mises en place ont été ralenties, en partie via une prolongation des durées de vide sanitaire, et les intégrateurs ont limité les importations de veaux qui selon nos estimations auraient diminué de -5% /2019.

## 1 424 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2020.

### COTATION DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

La cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a plongé fin mars et a stagné pendant plusieurs mois au prix plancher de 3,45 €/kg de carcasse. La remontée automnale des prix, tirée par la reprise de la consommation en Europe, a été stoppée net par les nouvelles mesures de confinement en octobre-novembre. À 4,06 €/kg, la cotation annuelle du veau gras néerlandais est 40 centimes inférieure à celle de 2019 (-9%).

À moyen terme, la filière néerlandaise du veau de boucherie fait face au durcissement de la réglementation environnementale, notamment sur les émissions de méthane et d'ammoniac, avec des objectifs de réduction forts dès 2024. Les experts estiment que les investissements nécessaires (nettoyeur d'air, aménagement des bâtiments...) provoqueront une hausse notable du coût d'engraissement. Ainsi, la nécessité d'investir pourrait décourager certains éleveurs à développer voire à maintenir leur activité, après deux années de crises en 2019 et 2020.

## PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2020

La production européenne de veaux de boucherie a nettement reculé en 2020, l'ensemble des pays producteurs ont été affectés par la fermeture de la restauration hors domicile.

### ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2020/19 (%)
<b>Pays-Bas</b>	1 277	1 367	1 362	1 474	1 487	1 423	-4%
<b>France</b>	1 297	1 294	1 261	1 269	1 258	1 210	-4%
<b>Italie</b>	562	561	568	564	573	555	-3%
<b>Belgique</b>	353	365	371	349	337	296	-12%
<b>Allemagne</b>	320	336	329	320	324	308	-5%
<b>Autres pays</b>	464	435	438	400	435	400	-8%
<b>UE à 27</b>	<b>4 273</b>	<b>4 358</b>	<b>4 329</b>	<b>4 376</b>	<b>4 414</b>	<b>4 193</b>	<b>-5%</b>

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SPIE Normabev et Anagrafe nazionale zootecnica

D'après nos estimations, les abattages européens de veaux de boucherie auraient reculé de -5% en 2020. Aucun pays européen n'a été épargné par la crise du secteur. La Belgique semble avoir été particulièrement touchée : les abattages auraient décroché de -12% /2019 à 296 000 têtes abattues, tandis que les Pays-Bas, la France et l'Italie ont un peu moins souffert. Face au recul des commandes, surtout en RHD, les entreprises de la filière ont été contraintes de congeler une partie de leur production. Cependant, la viande de veau âgé de moins de 8 mois n'a pas été éligible aux mesures de stockage privé mises en place par la Commission européenne en mai.

En 2020, les 5 principaux pays producteurs ont concentré 91% des animaux abattus dans l'UE-27. Les Pays-Bas, malgré la fermeture de nombreux débouchés à l'export, restent les premiers producteurs européens avec 34% des veaux abattus, devant la France (29%) et l'Italie (14%).

La Suisse n'a pas été épargnée par la baisse de la consommation. Les abattages y ont diminué de -5% /2019, que ce soit en têtes, avec 200 000 têtes abattues, et en volumes (25 500 téc). Les poids carcasses ont été en très légère hausse.

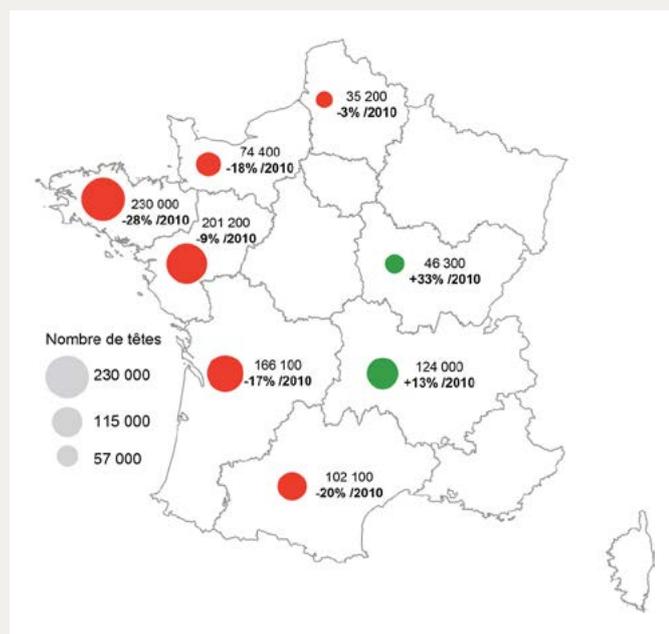
# 6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



## LOCALISATION DES ÉLEVEURS ET DE LA PRODUCTION

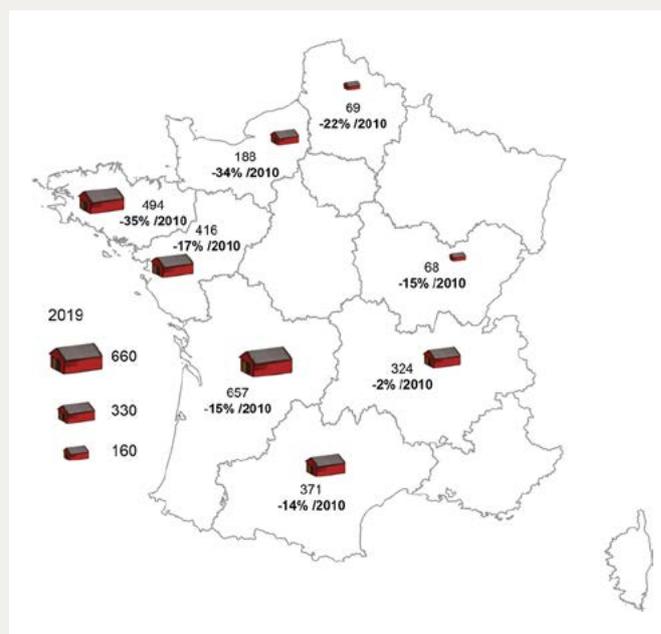
### NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES\* EN 2019

\* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-NORMABEV  
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

### NOMBRE D'ÉLEVAGES AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-BDNI  
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

## MÉTHODE ET PRÉSENTATION DU PROFIL D'EXPLOITATION

Le réseau national veau de boucherie, adossé au dispositif INOSYS, est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux (réseau du GIÉ élevages de Bretagne et observatoire des Chambres d'agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire). Nous présentons ici les résultats 2019 et les estimations pour 2020.

### Le veau de boucherie : particularités de la production en intégration

Dans les élevages de veaux en intégration - la majorité de la production française - les charges opérationnelles des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) sont supportées par l'intégrateur qui reste propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise intégratrice verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (bâtiments, eau, électricité, énergie...).

### Méthode pour estimer le résultat

Nous estimons en 2020 le résultat courant à l'échelle de l'exploitation après prélèvement des charges sociales exploitant.

Pour ces estimations, des indices de variation des prix et des volumes ont été appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon constatés en 2019, à structure constante. Côté prix, les évolutions suivent les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (IPAMPAS énergie, matériel...) et les données Agreste et Arvalis (cultures). Pour les autres aspects, nous nous appuyons sur l'expertise du réseau INOSYS et des maillons élevage et intégration de la filière veau (prestations, aides...).

### Présentation des exploitations

Les résultats sont issus de 14 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 9 sont situées en Bretagne et 5 en Pays de la Loire. Leur surface agricole utile est limitée : elle va de 0 à 50 ha (24 ha en moyenne contre 21 ha en 2018). La main-d'œuvre est quasi exclusivement consacrée à l'atelier veau (92% en moyenne). 9 de ces ateliers chauffent l'eau au gaz, 3 au bois ou avec de la biomasse et 2 au fioul.

Remarque : ces fermes présentent une productivité du travail élevée du fait de leur spécialisation.

6

## LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE ENGRASSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

La baisse des rotations de production pèse sur les revenus en 2020



### DONNÉES REPÈRES

- 1,4 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 24 ha de SAU dont 19 ha de grandes cultures et 5 ha de surfaces fourragères
- 460 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 172 jours

### LOCALISATION DES 14 EXPLOITATIONS



Ces exploitations concentrent leur main-d'œuvre et leurs charges (bâtiment et chauffage de l'eau) sur la production de veaux en cycle court. La production est intégrée. Les exploitations étudiées sont situées dans l'Ouest.

### Répartition des produits et des charges en 2019

Les produits des 14 exploitations spécialisées sont issus à 74% des prestations pour les veaux, à 13% des cultures (21 ha de SAU) et à 11% des aides PAC (cette part était de 14% en 2018). Les charges sont composées de 11% de charges opérationnelles alors que les amortissements en représentent 35%. Les 54% restants sont des charges de structure : énergie-eau (14% des charges de structure) cotisations sociales d'exploitant (8,5%) entretien des bâtiments et du matériel, travaux par tiers...

### 2019 : un résultat courant moyen du groupe de 23 500 €/UMO exploitant

En 2019, le quart des exploitations présentait un résultat inférieur à 7 000 €/UMO exploitant et un quart un résultat supérieur à 37 000 €/UMO exploitant. Cette variabilité est liée au niveau de prestation/place, au nombre de places/UMO exploitant, à la présence de SAU cultivée complétant le revenu, au niveau de DPU et aux amortissements.

### Hausse du résultat courant du groupe entre 2018 et 2019

La progression du revenu courant moyen du groupe, de +5 000 €/UMO exploitant, s'est expliquée par une hausse des capacités d'engraissement de 30 places, qui a compensé la baisse du nombre de rotations durant la crise du secteur en 2019.

### En 2020, le résultat courant moyen est estimé à 19 200 €/UMO exploitant

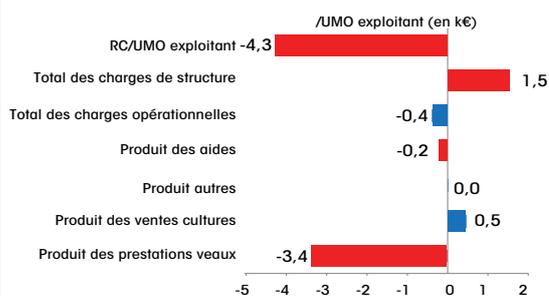
Le résultat courant aurait reculé de -4 300 € par rapport à 2019 (-18%). Les produits ont baissé de -3 000 € sous l'effet du freinage des rotations : selon nos estimations le produit de la prestation veaux a reculé de -3 300 €.

Au printemps 2020, la fermeture de la RHD a impacté la filière veau. Le report de consommation vers le détail n'a été que partiel. Les retards de sorties durant la fermeture de la restauration ont provoqué un allongement de la durée d'engraissement et du vide sanitaire (rotations : -6%). Les intégrateurs ont pu compenser partiellement par une hausse de la prestation au veau sorti.

Les produits des cultures ont augmenté de +500 € avec des prix en hausse de +12% /2019, qui ont plus que compensé la baisse de rendements des cultures de vente.

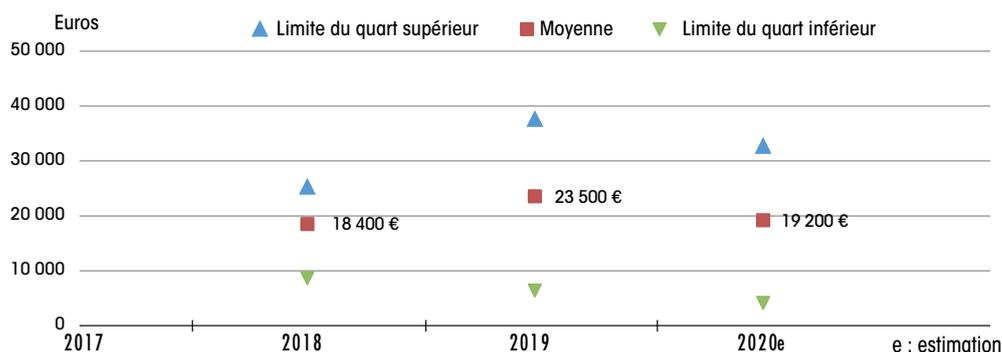
Du côté des charges, la hausse du revenu courant en 2019 a entraîné une hausse de +1 500 € des cotisations sociales versées en 2020. Les charges de structure sont restées stables. Le gaz baisse de -1,9% compensant la hausse de l'électricité de +6%, du fermage et des frais généraux de +0,5%.

### ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2019 ET 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

### RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## 7

## LES PRÉVISIONS 2021

Baisse de production,  
maintien de la consommation

Après une année 2020 pour le moins atypique, 2021 débute pleine d'incertitudes. Néanmoins, la production française devrait baisser (-1% /2020) en raison de la réduction continue des cheptels laitier et allaitant depuis plusieurs années. Les importations pourraient rebondir, mais faiblement après le très fort recul de 2020 lié à la fermeture des restaurants, aux restrictions de densités de clients durant l'été et à la chute du tourisme étranger. Les exportations de viande baisseraient légèrement, dans le sillage de la production de JB. La consommation française par bilan augmenterait faiblement (+0,3%).



## FRANCE 2021

## BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2017	2018	2019	2020e	2021p	2020e /19	2020p /20e
<b>Abattages</b>	1 447	1 470	1 436	1 444	1 429	+0,6%	-1,0%
<i>Dont :</i>							
<b>Femelles</b>	809	833	820	830	823	+1,3%	-0,9%
<b>Taurillons et taureaux</b>	388	393	376	381	376	+1,3%	-1,4%
<b>Bœufs</b>	68	61	56	54	53	-3,0%	-1,5%
<b>Veaux de boucherie</b>	181	183	184	178	177	-3,0%	-0,6%
<b>Imports viande</b>	317	327	332	279	295	-16,0%	+5,9%
<b>Exports viande</b>	241	245	231	222	220	-3,9%	-1,0%
<b>Consommation</b>	1 522	1 552	1 537	1 501	1 505	-2,3%	+0,3%
<i>Dont :</i>							
<b>Consommation de viande bovine française</b>	1 205	1 225	1 205	1 222	1 210	+1,4%	-1,0%
<b>Export brouards</b>	1 183	1 138	1 151	1 122	1 122	-2,5%	=

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP et prévisions propres  
e : estimations, p : prévisions

**conditions de reprise de la restauration en 2021.** La baisse prévue de la production française de bœufs et de femelles, notamment laitières, laissera plus de place sur le marché français à de la viande importée. Les volumes importés globalement sur l'année resteraient toutefois inférieur de 11% au niveau pré-crise de 2019.

**Les exportations de viande baisseraient de -1% du fait du repli de la production de jeunes bovins.** Le marché allemand restera porteur, la production étant prévue en baisse significative outre-Rhin. Les marchés d'Europe du Sud resteront plus disputés et les volumes demandés dépendront de la reprise du tourisme dans ces pays à partir du printemps.

Baisse de production mais  
reprise de la consommation

**La production nette contrôlée de bovins finis totaliserait 1,43 million de tonnes équivalent carcasse en 2021 (-1,0% /2020).** Les tonnages de femelles baisseraient de 8 000 téc, ceux de mâles non castrés de 5 000 téc, ceux de bœufs de 1 000 téc et ceux de veaux de boucherie de 1 000 téc. Les exportations de brouards resteraient stables.

**Dans l'hypothèse d'une levée des restrictions sur la restauration au printemps, la consommation pourrait rebondir légèrement (+0,3% /2020).** Le rebond serait alimenté par une reprise modérée des imports et une légère érosion des exports.

**Les importations pourraient rebondir faiblement après la très forte chute de 2020, en fonction des**

## FRANCE 2021

## Moins de femelles

**Les abattages de femelles baisseraient de -1% /2020.**

**Les réformes allaitantes** seront ralenties (-0,5%) en raison du recul des effectifs de génisses de renouvellement prêtes à entrer en production. Leur poids moyen serait stable.

**Les génisses de boucherie** devraient aussi être un peu moins nombreuses (-0,8%), mais leur poids moyen continuera d'augmenter en réponse au développement attendu du Label Rouge.

**Les réformes laitières reculeraient de -1,7%.** Non seulement le rythme de décapitalisation devrait être légèrement inférieur à 2020, mais, comme dans le cheptel allaitant, les génisses de renouvellement sont très peu nombreuses. Le poids moyen des vaches laitières resterait stable.

## Exports de broutards stables

**Les exportations de broutards pourraient se stabiliser après la baisse enregistrée en 2020.**

Les naissances allaitantes ont été stables au 2<sup>nd</sup> semestre 2020 /2019 et sont attendues en légère baisse au 1<sup>er</sup> semestre 2021 compte tenu de l'érosion du cheptel de mères. Les mises en place en France pourraient reculer légèrement, ce qui stabiliserait le disponible exportable.

La demande italienne reste bien présente, stabilisée par la prime à l'abattage et la concurrence toujours plus faible des autres pays fournisseurs de bovins maigres. La demande espagnole dépendra de l'adaptation aux nouvelles contraintes de vaccination FCO. La demande des pays tiers pourrait se maintenir.

## Moins de taurillons et de bœufs

**La production française de taurillons baisserait de -1%.**

Les sorties de jeunes bovins de type viande devraient diminuer. Le déclin de l'engraissement de jeunes bovins de type lait commencera à ralentir. Les effectifs mis en place pour des sorties en 2021 sont toujours en baisse, mais moindre que l'an passé.

Les poids de carcasse, qui avaient fortement augmenté en 2020 du fait des retards d'enlèvement tant en type viande qu'en type lait, pourraient légèrement se réduire.

**Après une baisse de -3% en 2020, la production de bœufs se réduirait encore en 2021, mais moins fortement (-1,5% /2020).** En effet, le recul des effectifs de mâles de 24 à 36 mois en BDNI au 1<sup>er</sup> décembre 2020 était moindre que les années précédentes. Leur poids moyen resterait stable.

## Moins de veaux de boucherie

**Après une forte baisse en 2020, les abattages de veaux de boucherie baisseraient de moins de -1%.**

La production de veaux de boucherie pourrait ne baisser que de -0,6% en têtes comme en tonnages, les poids de carcasse étant prévus stables.

Cette faible baisse, alors que le cheptel laitier a chuté de -2% implique que le taux de prélèvement de la filière veau de boucherie sur les veaux laitiers soit supérieur aux années précédentes.

## UNION EUROPÉENNE 2021

## Production et consommation en baisse.

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production de l'UE-27 baisserait de -1,5% en 2021. Les importations de viande bovine se maintiendraient au très bas niveau de 2020. Les exportations reculeraient de -4% après une faible hausse l'an dernier. La consommation se réduirait d'un peu plus de -1%.

Ces prévisions ne concernent que l'UE à 27, sans le Royaume-Uni désormais hors UE, le *Brexit* étant effectif depuis la fin de la période de transition le 31 décembre 2020. Pour rappel, le Royaume-Uni comptait pour 11% de la production abattue dans l'UE à 28 et pour 16% de la consommation de viande bovine.

## PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 27

1000 téc	2017	2018	2019	2020e	2021p	2020e/19	2021p/20e
<b>Abattages</b>	6 951	7 067	6 978	6 881	6 777	-1,4%	-1,5%
<b>Imports viande</b>	348	371	386	348	348	-10,0%	=
<b>Exports viande</b>	613	595	577	582	559	1,0%	-4,0%
<b>Consommation</b>	6 686	6 843	6 788	6 646	6 566	-2,1%	-1,2%
<b>nb habitants (M°)</b>	445,5	446,1	446,8	447,7	448,4	0,2%	0,2%
<b>conso/hab. (kgéc)</b>	15,0	15,3	15,2	14,8	14,6	-2,3%	-1,4%

e : estimations  
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne (DG Agriculture and Rural Development - Short-term Outlook)

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS VIANDE

Année 2020  
Perspectives 2021  
N° 516 - Janvier 2021

# Économie de l'élevage



## SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

**Dossier Italie : Viande bovine.**  
N° 512 - Septembre 2020

**Dossier marchés mondiaux des produits  
laitiers en 2019.** Perspectives 2020.  
N° 511 - Été 2020

**Dossier marché mondial viande bovine  
en 2019.** Perspectives 2020. N° 510 - Juin 2020

**Dossier annuel Ovins 2019.**  
Perspectives 2020. N° 509 - Mai 2020

**Dossier France. La filière lait bio.**  
N° 508 - Avril 2020

**Dossier annuel Caprins 2019.**  
Perspectives 2020. N° 507 - Mars 2020

**Dossier annuel Bovins lait 2019.**  
Perspectives 2020. N° 506 - Février 2020



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : Couverture ©Martial Kaczurak/Flickr - P4 ©M.Leveque GAEC de la Ferme des Héés - P5 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P6 ©P. Dureuil - Cniel - Marie-Catherine Leclerc - Institut de l'Élevage - P9 ©CRCA Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P13 ©Didier Bastien - Institut de l'Élevage - P20 ©M. Leveque Gaec de la Ferme des Héés - P28 ©Aubrac Sylvie Taillon - INRA - P29 ©Jean Weber - INRA - P31 ©Laurent Davaine - Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P33 ©Marie-Catherine Leclerc - Institut de l'Élevage - P34 ©Élevage Amélie Azam et Pierre-Alexandre BEC - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-30-39-40.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE n°0021501001

Abonnement : 160 € TTC par an - Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**